



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2567
13 octobre 2017
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

lutte

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

10 octobre, 19 octobre...

Public, privé: se défendre tous ensemble



Espagne

**Entre deux
nationalismes**

page 8

Fonction publique

**Les raisons
de la colère**

page 4

Entreprises

**Les attaques
ne passent pas**

pages 11 à 14

Travailleurs du public et du privé, se défendre tous ensemble !

Face aux travailleurs de GM&S venus défendre leur emploi, Macron a une nouvelle fois affiché son mépris de classe. Il y a un mois, il s'en prenait aux « *fainéants* ». Aujourd'hui, il s'en prend à ceux qui manifestent et sont accusés de « *foutre le bordel* ». Pour ce représentant du patronat, les travailleurs devraient se laisser exploiter et licencier sans protester ! Des propos tenus loin des travailleurs, qui ont trouvé face à eux des CRS et des gaz lacrymogènes.

Mais ceux qui « *foutent le bordel* » dans la société, ce sont les capitalistes et tous ceux qui, comme Macron, servent leurs intérêts à l'Élysée et dans les ministères.

GM&S est un sous-traitant de Peugeot et de Renault. Ces deux constructeurs automobiles sont directement responsables des licenciements qui touchent 157 travailleurs, sur un effectif total de 277 salariés. Les profits de Peugeot et de Renault atteignent des niveaux record, plus de 5 milliards d'euros, soit l'équivalent de dizaines de milliers d'emplois. Mais les dirigeants de ces groupes veulent en faire encore plus.

Les entreprises du CAC 40, parmi les plus riches du pays, ont réalisé plus de 50 milliards de bénéfices sur les six premiers mois de l'année. Plus de 40 milliards d'euros de dividendes ont été distribués aux actionnaires, un record depuis 2006 ! Mais ces profits ne tombent pas du ciel, ils sont produits par l'exploitation des travailleurs, par la suppression de milliers d'emplois, par l'accroissement incessant des rythmes et des charges de travail et par les salaires bloqués.

Pour permettre aux riches, aux propriétaires de yachts et autres signes extérieurs de richesses, d'augmenter encore leur fortune, Macron leur a ouvert les caisses de l'État : plus de 3 milliards vont leur être donnés avec la réforme de l'ISF ! Et surtout, il a servi au patronat la réforme du Code du travail dont ils rêvaient en faisant sauter les quelques barrières légales qui garantissaient des droits collectifs aux travailleurs.

Décidées depuis le sommet de l'État et dans les conseils d'administration des entreprises, les attaques se poursui-

vront tant que les travailleurs ne s'y opposeront pas.

Les routiers viennent de montrer qu'il est possible de faire reculer le gouvernement. Avec les ordonnances sur le Code du travail, leurs primes, leur treizième mois et leurs frais de déplacement auraient pu être décidés au niveau des entreprises. Les routiers pouvaient craindre à juste raison des baisses de revenu pouvant atteindre 1200 euros. En se mobilisant, ils ont imposé au patronat du secteur et au gouvernement la signature d'un accord qui garantit le maintien de leur rémunération.

Ce recul est un encouragement pour tous les travailleurs.

Le 10 octobre, les salariés de la fonction publique étaient appelés à faire grève et à manifester contre le blocage des salaires, les 120 000 suppressions de postes programmées et la dégradation de leurs conditions de travail. Les salariés du public ont raison de se défendre et l'ensemble des travailleurs ont toutes les raisons de refuser la dégradation de l'école, des hôpitaux et des services publics.

Dans des entreprises du privé, dans les transports, à la SNCF, des syndicats avaient appelé à se mobiliser le même jour que les fonctionnaires. Dans de nombreuses villes, salariés du public et du privé ont défilé ensemble. Les travailleurs sont tous attaqués et ils devront se battre tous ensemble pour mettre un coup d'arrêt à l'offensive conjointe du gouvernement et du patronat.

La CGT a appelé à une nouvelle journée d'action nationale le 19 octobre. Elle a raison, car il est indispensable que toutes les mobilisations en cours se retrouvent dans un mouvement d'ensemble. Une telle journée est indispensable pour que les travailleurs reprennent confiance dans leur force collective et leur capacité à rendre les coups.

Il faut tout faire pour que cette journée de mobilisation soit réussie.

Malgré ses rodomontades, comme bien d'autres gouvernements au service de la bourgeoisie avant lui, Macron sera contraint de reculer si les travailleurs se mobilisent dans un combat commun.

Au sommaire

LEUR SOCIÉTÉ		Clermont-Ferrand : des logements pour les migrants	7	États-Unis : le patriotisme rémunéré	16
Fonction publique : les raisons de la colère	4	Gouvernement : Parly-moi d'argent	7	Bitcoin : monnaie virtuelle, danger réel	16
Enseignants : vers de nouvelles attaques ?	4	La petite Rockette - Paris 11 ^e : emplois aidés supprimés	7	ENTREPRISES	
Routiers : patronat et gouvernement ont dû reculer	4	Lycée Louise-Michel - Bobigny	7	SNCF - Quatre-Mares	11
Collectivités locales : étranglés... et étrangleurs	5	13 octobre : manifestation des victimes de l'amiante	7	France Teinture - Troyes	11
Retraités résidents : victimes de Macron	5	DANS LE MONDE		Intérimaires fichés	11
CICE : au bonheur du grand patronat	5	Espagne : entre deux nationalismes	8	Économie : quelle reprise et pour qui ?	11
Budget militaire : ça vole haut pour les profits	5	Nationalisme et mouvement ouvrier	8	PSA - Sochaux	12
Contre ceux qui tricolorent : vive le drapeau rouge !	6	Niger : Areva, pollueur et licencier	8	General Electric - Grenoble	12
Taxe sur les dividendes : aux oubliettes	6	Syrie-Irak : après Daech, quels nouveaux conflits ?	9	Michelin - Joué-lès-Tours	13
Les casseroles de Sarkozy	6	Belgique : la journée de grève des services publics	9	Michelin - Saint-Doulchard	13
Avec Hulot : encore plus de taxes	6	Il y a cinquante ans : l'assassinat de Che Guevara	10	Renault - Flins	13
Le Pen-Wauquiez : pas de frontières	6	Brésil : les militaires veillent	10	Geodis-Calberson Gennevilliers	13
		Europe : expulsions scandaleuses	16	Hôpital de Plérin Côte-d'Armor	14
				Hôpital Henry-Gabrielle - Lyon	14
				Employés de RSI	14
				RUSSIE 1917	
				Vers l'insurrection d'Octobre	15

Lutte ouvrière dans les kiosques

Notre journal est disponible chez les marchands de journaux, distribué par les Messageries lyonnaises de presse (MLP).

Les idées que nous défendons doivent pouvoir entrer en contact avec un plus large public. C'est pourquoi nous comptons sur tous nos amis, militants et sympathisants ou lecteurs occasionnels. Ils peuvent intervenir auprès des marchands de journaux qu'ils connaissent, pour que ceux-ci affichent notre journal, et les en remercier, non seulement en leur achetant *Lutte ouvrière* mais en les privilégiant pour leurs autres achats de presse. Ils peuvent aussi nous signaler les points de vente où *Lutte ouvrière* n'apparaît pas, mais où ils pensent que ce serait souhaitable. Sur le site Internet de *Lutte ouvrière* (rubrique « dans les kiosques ») on peut trouver la liste des points de vente où notre journal est disponible.

Merci à tous nos lecteurs de faire mieux connaître *Lutte ouvrière*.

10 octobre : une mobilisation réussie

Mardi 10 octobre, à l'appel des syndicats de fonctionnaires, plus d'une centaine de manifestations ont eu lieu dans différentes villes du pays. Selon les syndicats, 400 000 personnes ont ainsi manifesté pour exprimer leur mécontentement, un chiffre comparable à celui des manifestations du 12 septembre qui ont concerné surtout le secteur privé.

La majorité des manifestants était des fonctionnaires : enseignants, hospitaliers, territoriaux, qui protestaient contre le gel du point d'indice et les différentes attaques qui les concernent directement. Tous étaient d'accord pour dénoncer non seulement les mesures visant à diminuer leurs rémunérations, mais les 120 000 suppressions de postes prévues par le gouvernement alors que déjà depuis des années des milliers d'autres suppressions d'emplois ont aggravé la situation dans les services publics.

Dans bien des villes, grandes ou petites, des

écoles étaient fermées, des bureaux de poste touchés par la grève, des hôpitaux mobilisés contre le manque d'effectifs qui rend la situation bien souvent dramatique pour tous les salariés du secteur. Ils étaient 5 000 à Rennes, 8 000 à Toulouse, Lyon et Marseille.

Les cortèges de fonctionnaires ont été rejoints par des lycéens ou des étudiants ainsi que des salariés du privé. À Alençon, les pompiers ont pris part à la manifestation pour dénoncer leur budget en baisse, le non-remplacement des agents de catégorie C et donc des secours de moins en moins en situation de

pouvoir intervenir correctement. Au Havre et à Cherbourg, les dockers étaient présents aussi. À Paris, des cortèges de la RATP, de la SNCF, mais aussi quelques travailleurs de Sanofi, PSA, Renault ont participé à cette manifestation.

Au-delà des attaques spécifiques, tous les salariés sentent bien que, si les ordonnances Macron visent ceux du privé, le gouvernement a comme objectif de faire reculer l'ensemble des travailleurs. Tous ceux qui ont participé à ces mobilisations peuvent se féliciter de la réussite de cette journée. Ces rassemblements ont été aussi pour beaucoup l'occasion de discuter de la question principale : comment aller vers une lutte d'ensemble pour faire reculer gouvernement et patronat. En tout état de cause, la journée du 10 octobre, comme celles qui l'ont précédée, ne doit pas rester sans lendemain.

Marion Ajar

19 octobre et au-delà : unir les protestations en une seule force

Les directions des syndicats CGT, FO, CFTD, CGC, Solidaires, UNSA, FSU et d'organisations de jeunesse se sont retrouvées lundi 9 octobre pour discuter d'un appel commun à la mobilisation contre les ordonnances Macron. Il n'y a pas eu d'accord entre les confédérations, mais la CGT appelle, à juste titre, à une nouvelle journée de grèves et manifestations le 19 octobre.

Ces mêmes directions syndicales ont prévu de se revoir le 24 octobre. Les représentants de la CFTD, de FO et de la CGC ont laissé entendre qu'à cette occasion ils pourraient changer d'avis et se joindre peut-être à une nouvelle journée de mobilisation qui aurait lieu vers la mi-novembre. Mais alors pourquoi attendre ? La responsable de la CFTD a dit qu'elle voulait « en savoir plus sur les intentions du gouvernement ». Après toutes les mesures

antiouvrières dégainées par le gouvernement, que veut-elle savoir de plus des intentions de Macron ? La guerre est ouverte contre les travailleurs, et les dirigeants syndicaux font mine de ne pas la voir.

Il y a eu les deux journées de mobilisation du 12 et du 21 septembre, appelées par la CGT. Puis, différentes catégories de travailleurs ont protesté : les routiers la semaine du 2 octobre, les travailleurs de la fonction publique le mardi

10 octobre. Ceux de la métallurgie y étaient appelés le vendredi 13 octobre. La journée du 19 permettra d'unir la protestation et de montrer que le monde du travail doit viser à un mouvement commun regroupant toutes les branches, toutes les catégories, ceux du public comme ceux du privé. Et elle permettra à tous ceux qui y participeront de chercher à entraîner leurs camarades de travail, leurs voisins ou leur famille pour la journée suivante.

Il n'y a qu'en allant vers un mouvement général que la classe ouvrière pourra faire entendre ses intérêts collectifs et rassembler ses forces, de façon à faire reculer le gouvernement.

Pierre Royan



ISF : l'argent ne fait pas le bonheur des pauvres

Pour justifier la fin de l'impôt sur la fortune, la baisse de l'impôt sur le capital et autres cadeaux aux superriches, le ministre de l'Économie Le Maire a parlé « d'aider ceux qui prennent des risques ».

Interrogé lundi 9 octobre sur France Inter, le ministre a raconté à nouveau la fable de possédants qui, une fois libérés d'un impôt écrasant, investiraient alors leurs capitaux dans l'innovation et créeraient ainsi des emplois.

Pourtant, les dizaines de milliards d'euros de cadeaux fiscaux annuels faits ces dernières années aux grandes entreprises n'ont pas servi à créer un seul emploi. Ils ont en revanche permis d'accroître les profits et, surtout, d'augmenter les dividendes versés aux actionnaires. Depuis longtemps, de l'argent frais a été distribué aux riches, qui étaient censés l'utiliser pour créer des emplois. Avec le résultat que l'on connaît aujourd'hui : les fortunes augmentent sans que le chômage diminue.

Ça ne fait rien, un Bruno Le Maire n'en soutient pas moins mordicus que l'argent laissé aux riches par la suppression de l'ISF leur permettra d'investir,

créant des retombées positives pour toute la société. Faut-il aller les chercher du côté des professionnels des chevaux de course et des yachts de luxe ? Inquiets d'un éventuel maintien de l'impôt sur ces nobles occupations, ceux-ci affirment que les dépenses somptuaires des milliardaires créent des emplois. 180 000 personnes seraient occupées par les activités équestres, tous genres confondus. La seule activité liée aux yachts de plus de 30 mètres dégagerait en France un chiffre d'affaires de 1,7 milliard d'euros et emploierait près de 20 000 personnes.

Autrement dit, enrichir les capitalistes serait prometteur de créations d'emplois de gardiens de yachts, de palefreniers ou de tondeurs de chiens. C'est oublier de dire combien d'hôpitaux pourraient être construits, combien d'emplois utiles pourraient être créés avec ces milliards.

Paul Galois

AGENDA

Lille

Samedi 14 octobre
à partir de 15 heures
Espace Concorde, rue Carpeaux,
à Villeneuve-d'Ascq
à 19 heures, intervention
de Nathalie Arthaud

Orléans

Samedi 14 octobre
à partir de 14h30
Salle des Bicharderies,
ZA des Bicharderies
à Fleury-les-Aubrais

Fêtes régionales de Lutte ouvrière

Grenoble

Dimanche 15 octobre
à partir de 11 heures
Salle des fêtes
d'Échirolles

Strasbourg

Samedi 21 octobre
à partir de 15h30
Foyer 23, rue du Lazaret
Strasbourg-Neudorf
à 18 heures, intervention
de Nathalie Arthaud

Rouen

Samedi 11 novembre
à partir de 16 heures
Palais des Congrès,
avenue de l'Amitié à Oissel
à 19 heures, intervention
de Nathalie Arthaud

Bordeaux

Dimanche 12 novembre
de 11 heures à 18 heures
Château du Diable,
88, cours Victor-Hugo
à Cenon



Fonction publique : les raisons de la colère

Les salariés de la fonction publique ont de nombreuses raisons de protester contre la politique du gouvernement, faite d'attaques contre leur pouvoir d'achat et contre l'emploi.

Avant son élection, Macron avait promis de trouver les moyens de compenser la hausse de 1,7% de la CSG. Celle-ci serait neutralisée, a répété le Premier ministre. Reste que, pour le moment, le gouvernement n'a encore rien proposé de précis. Comme dans le privé, la suppression de certaines cotisations serait envisagée et une prime spéciale pourrait être versée.

Mais, après avoir pris connaissance des dernières propositions du ministre de la Fonction publique, Gérard Darmanin, les syndicats ont été unanimes à déclarer que le compte n'y était pas. Cette ponction sur les salaires viendrait

s'ajouter à la décision, annoncée fin juin, de geler dès 2018 la valeur du point d'indice qui sert de calcul à la rémunération des fonctionnaires.

Le gouvernement a aussi annoncé le rétablissement de la journée de carence pour les salariés du public, c'est-à-dire le non-paiement de la première journée d'absence en cas d'arrêt maladie. Décidée une première fois par Sarkozy, cette mesure avait été annulée par Hollande en 2012. Darmanin a justifié son rétablissement par la nécessité de faire une économie estimée, selon lui, à 170 millions d'euros par an.

Toujours pour faire des

économies, 120 000 suppressions de postes sont programmées d'ici la fin du quinquennat de Macron. Cela se traduira par moins de personnel dans les écoles, dans les hôpitaux, dans les transports, là où ils font déjà cruellement défaut.

D'autres attaques sont en préparation. Le gouvernement a évoqué l'individualisation des salaires, la privatisation de missions actuellement assurées par des fonctionnaires... Darmanin se défend de vouloir s'attaquer à leur statut mais ses prédécesseurs, sous Sarkozy et Hollande, n'ont pas eu besoin d'une telle réforme pour développer les emplois en contrats précaires ou en CDI dans le secteur public.

Macron et ses ministres utilisent les mêmes



Des travailleurs de la santé à Angers, le 10 octobre.

mensonges que les précédents gouvernements : ils prétendent moderniser la fonction publique. Ils utilisent aussi la même démagogie antifonctionnaire visant à opposer les salariés du privé à ceux du public, présentés comme des

privilegiés. Tout cela avec les mêmes objectifs : servir les intérêts des vrais privilégiés, les capitalistes et les riches, auxquels ils font des cadeaux fiscaux qui se chiffrent en milliards d'euros.

Marc Rémy

Enseignants : vers de nouvelles attaques ?

Dans un rapport publié le 4 octobre, la Cour des comptes propose de nouvelles attaques contre les conditions de travail des enseignants.

Le rapport pointe des problèmes bien connus des salariés de l'Éducation nationale, en particulier l'insuffisance des remplacements absents : dans les collèges et lycées, les remplacements de courte durée ne sont assurés que dans moins de 20% des cas, 5% dans certaines académies. Et, pour les remplacements de longue durée, l'Éducation nationale fait de plus en plus appel à des contractuels. En effet, pour pallier le manque d'effectifs, l'immense majorité des enseignants remplaçants sont affectés sur des postes à l'année.

Pour la Cour des comptes, la solution n'est pas d'embaucher, mais de « transformer en profondeur la gestion des enseignants »... ce qui signifie concrètement les faire travailler davantage. Elle recommande de renforcer les pouvoirs des chefs d'établissement, qui pourraient imposer aux enseignants d'assurer, en plus de leurs cours, ceux de leurs collègues absents. Elle voudrait que le temps de travail soit défini non plus à la semaine, comme c'est le cas aujourd'hui, mais à l'année : il serait ainsi possible d'allonger le temps de travail des enseignants certaines semaines,

à la convenance du chef d'établissement.

L'ensemble du rapport prétend que l'éducation coûte déjà trop cher à l'État. Il avance le chiffre de 36 000 créations de postes entre 2012 et 2016, en omettant de rappeler que Sarkozy en avait supprimé 80 000 dans les cinq années précédentes. Il prétend que le budget de l'Éducation nationale a augmenté de 5,4% entre 2008 et 2012, alors que ce chiffre s'explique essentiellement par la hausse mécanique du poids des pensions versées aux retraités et que l'augmentation réelle n'est que de 0,8%. Et il s'abstient de rappeler que le nombre d'élèves par classe est aujourd'hui plus élevé que dans les années 1980,



particulièrement dans les collèges.

Ce ne sont pas les enseignants qui sont responsables de cette situation, mais les gouvernements passés, qui ont réduit les effectifs. La seule solution pour offrir une éducation de qualité à l'ensemble

de la population, c'est au contraire d'embaucher massivement. Il faudra l'imposer à Macron qui, comme ses prédécesseurs, s'apprête à supprimer des dizaines de milliers de postes dans la fonction publique.

Claire Dunois

Routiers : patronat et gouvernement ont dû reculer

Judi 28 septembre, les organisations syndicales des routiers étaient reçues au ministère des Transports en présence des représentants du patronat du secteur.

Elles demandaient que les dispositions des ordonnances ne s'appliquent pas dans la profession, en particulier qu'il ne puisse pas y avoir de reculs négociés entreprise par entreprise.

C'était la suite du mouvement lancé par la CGT et FO transport. Non seulement les demandes des syndicats n'étaient

absolument pas prises en compte ; pire, ils apprenaient que les primes diverses qui viennent compléter le salaire, y compris les primes de déplacement, entreraient dans les négociations entreprise par entreprise, et donc pourraient être remises en cause. Cela aurait pu aller jusqu'à 1 200 euros par mois de baisse sur les

salaires.

Les syndicats, au sortir de cette réunion, se déclaraient effarés par l'arrogance de leurs interlocuteurs. Finalement, le 4 octobre, lors de la réunion suivante, le camp gouvernement-patronat faisait machine arrière. Les primes de toute nature que touchent les routiers étaient confirmées. Aucun accord d'entreprise ne pourrait les remettre en cause. Les ordonnances Macron ne s'appliqueraient donc pas dans le transport routier.

Bien sûr, la volonté du

gouvernement d'offrir au patronat les moyens légaux de s'attaquer aux travailleurs n'a pas disparu, pas plus que l'envie du patronat de diminuer ce qu'il concède à ses salariés. Mais on doit constater que ces gens ont reculé devant la perspective d'un affrontement direct possible avec les travailleurs. D'autant que dans le contexte actuel, nul ne peut savoir les conséquences de l'entrée en lutte déterminée d'une partie de la classe ouvrière.

Cela ramène à sa juste

valeur les roulements d'épaules de Macron et des siens, comme les déclarations arrogantes du patronat. Le gouvernement serait bien incapable de résister à une mobilisation en massive des travailleurs.

Cela doit conforter tous les travailleurs dans l'idée non seulement qu'il faut, mais qu'il est possible d'obtenir la garantie de leurs droits élémentaires, et même bien plus, par l'action unie du plus grand nombre.

Paul Sorel

Collectivités locales : étranglés... et étrangleurs

Les maires de certaines communes ont choisi de fermer leurs services publics pour une journée. Ils veulent ainsi protester contre les mesures gouvernementales qui vont étrangler les collectivités locales et retomber sur la population, même si dans bien des communes importantes les élus pourraient trouver d'autres moyens d'augmenter leurs ressources.

Aucun maire ne peut croire que la suppression progressive de la taxe d'habitation sera compensée à l'euro près, comme s'y est engagé le gouvernement. Ils savent d'expérience qu'en matière de compensation les promesses ne sont jamais tenues. À cela s'ajoute la diminution massive du nombre d'emplois aidés. En payant en partie le salaire des employés communaux travaillant sous ce statut dans les écoles, les crèches, les services de propreté, l'État permettait depuis des années aux communes de

financer des services utiles à la population sans puiser dans leurs ressources propres et quitte à maintenir dans la précarité ces employés.

Macron demande aussi aux collectivités territoriales, communes, régions, départements, de faire 13 milliards d'économies dans les années qui viennent, allant ainsi au-delà de son programme électoral qui limitait la note à 10 milliards. Toutes ces ponctions viennent après des années de restrictions. Lors du quinquennat

précédent, 10 milliards d'euros avaient déjà été enlevés aux communes.

Bien des maires sont réellement inquiets pour les habitants de leur ville, mais d'autres, dans les grosses communes, font preuve d'une bonne dose d'hypocrisie en prétendant qu'ils n'auraient d'autre choix que de faire payer la population. Le maire d'Évreux, Guy Lefrand, qui avec une centaine d'élus de l'Eure a ouvert mercredi 4 octobre la série des journées sans service public, en est l'illustration. Il définissait ainsi le but de cette journée : « *Simplement une journée, c'est dur pour la population. Imaginez lorsque ce sera définitif, lorsqu'il n'y aura plus de cantine, lorsqu'on ne réparera plus les routes, lorsqu'on ne ramassera plus les déchets.* » Il aurait pu y ajouter la perspective du



chômage pour les employés en contrat aidés.

Le maire n'envisageait pourtant pas un instant de revenir sur les exonérations fiscales dont bénéficient depuis des années les entreprises qui s'installent dans la zone franche située à l'entrée de la ville et sans cesse en expansion. Une philosophie en tous points semblable à celle d'un

certain Bruno Le Maire, qui figurait sur sa liste aux dernières municipales avant de rallier Macron pour devenir ministre de l'Économie.

C'est uniquement pour financer ses cadeaux au grand patronat que Macron ponctionne les finances des collectivités locales. Ce n'est donc pas à la population d'en payer le prix.

Daniel Mescla

CICE : au bonheur du grand patronat

D'après un rapport du comité de suivi du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), qui consiste en une réduction d'impôt sur les sociétés, les patrons ont touché la bagatelle de plus de 60 milliards depuis sa mise en place par Hollande en 2013.

Quant aux créations d'emplois, elles ne sont bien sûr pas au rendez-vous. Le comité avoue même seulement « 100 000 emplois sauvegardés ou créés sur la période 2013-2015 », mais dans une fourchette très large allant de 10 000 à... 200 000 emplois. Autant dire qu'il n'en sait rien. On est loin des 300 000 emplois promis par Hollande ou du million d'emplois de Gattaz, le président du Medef. En fait, la plupart des grands groupes bénéficiaires du CICE comme Peugeot, Sanofi, Orange, ont continué à sabrer dans leurs effectifs. Il n'y a là rien de très étonnant, car

ces promesses de créer des emplois sont toujours des excuses qui camouflent les aides au patronat.

Dans la même veine, d'après le même comité, le CICE n'a eu aucun effet sur les investissements et sur les salaires, sauf peut-être pour les plus hauts. Et, comme toujours, il a surtout servi aux plus grosses entreprises car, déclare-t-il, les petites « *ont transmis une partie de leur CICE à leurs entreprises clientes ou donneuses d'ordres, en réduisant ou en limitant la hausse des prix des biens et des services.* » En clair, les grosses sociétés ont exigé de leurs fournisseurs et de

leurs sous-traitants qu'ils répercutent le CICE en baissant leurs prix. Pas étonnant, le racket des grands groupes sur les petits est la règle générale et c'est pourquoi les aides de l'État aux petites entreprises finissent toujours dans les caisses des plus grandes.

Le CICE a donc répondu entièrement à ses objectifs : arroser le grand patronat à coups de milliards, sans aucune contrepartie.

Et ce n'est pas fini. 2019 sera une année en or pour les patrons : ils toucheront la baisse des cotisations patronales et le dernier CICE, soit un cadeau supplémentaire de 13 milliards !

Au royaume du capitalisme, si les gouvernements passent, les cadeaux au patronat demeurent et, bien sûr, augmentent d'année en année.

Arnaud Louvet

Budget militaire : ça vole haut pour les profits



EMMANUEL HUBERDEAU

L'armée française loue régulièrement, à des tarifs prohibitifs, des avions gros porteurs pour le transport de matériel. Le parquet financier a été saisi cet été par la Cour des comptes, car le tarif payé à une des entreprises de location, International Chartering Systems (ICS), a augmenté de 37 % : 67 500 euros l'heure de vol, au lieu de 49 000 euros un an auparavant.

Cette affaire donne lieu à des soupçons de corruption et de favoritisme. Mais, au passage, elle permet aussi de rappeler à quel point le budget de l'armée sert de vache à lait à de nombreuses entreprises privées, grandes ou moins grandes, françaises ou étrangères. Tout le monde connaît les grandes sociétés de l'armement comme Dassault, Thales, EADS ou Safran, qui ne vivent que des commandes militaires françaises ou

d'autres armées du monde, les hommes d'État français jouant souvent les VRP dans la négociation des contrats avec les États étrangers. L'augmentation des budgets militaires à l'échelle mondiale fait la fortune de ces entreprises.

Les 32,7 milliards d'euros du budget militaire 2017, même amputés de quelques millions, sont une source de profits pour bien des entreprises, pas seulement du secteur de l'armement mais aussi du textile par exemple, pour la fourniture des uniformes, ou de l'électronique.

En 2018, le budget militaire augmentera à 34,8 milliards, et jusqu'à 50 milliards en 2020. Des milliards qui servent à enrichir les marchands de mort et quantité d'autres profiteurs, au lieu de servir à la population.

Hélène Comte

Retraités résidents : victimes de Macron

Les retraités dont la pension est supérieure à 1200 euros (60% de l'ensemble) vont subir, comme tous les salariés, la hausse de 1,7% de la CSG et leur pouvoir d'achat va baisser. Mais le gouvernement prétend que cette baisse sera compensée par la disparition progressive de la taxe d'habitation étalée

sur trois ans.

Problème : les 600 000 retraités qui vivent en maison de retraite ne payent pas de taxe d'habitation, puisque cette taxe est à la charge de la maison de retraite. Ils vont donc subir la hausse de la CSG sans bénéficier de cette compensation. Il est en

effet peu probable que les maisons de retraite baissent leurs tarifs en conséquence de cette baisse de leurs charges.

Le gouvernement et les députés La République en marche interpellés sur ce sujet ont indiqué réfléchir à un système pour y remédier. On attend de voir.

Cédric Duval



Le drapeau rouge lors de l'insurrection ouvrière de juin 1848 à Paris (tableau de Horace Vernet).

Contre ceux qui tricolorent : vive le drapeau rouge !

Les députés de la France insoumise de Jean-Luc Mélenchon ont déposé le 29 septembre un amendement pour que le drapeau de l'Union européenne soit retiré de l'Assemblée nationale.

L'amendement a été rejeté. Mais les députés de la France insoumise ont pu faire leur baroud patriotique. Dans cette guéguerre des chiffons, les députés Insoumis ont reçu un soutien du côté du Front national : « *Ils ont raison [...]. Nous sommes dans l'Assemblée nationale française, c'est normal qu'il n'y ait que le drapeau français* », a déclaré Louis Alliot, le vice-président du FN. Cette proximité sur les symboles en dit long, car se prosterner devant

le drapeau tricolore annonce toujours que l'on est soumis à la bourgeoisie française.

Bien sûr, le drapeau de l'Union européenne qui pavoise aujourd'hui le Parlement ou les monuments publics en France est celui des bourgeoisies d'Europe, et en particulier des plus puissantes, qui cherchent à dissimuler derrière cette idée d'union le fait qu'elles mettent les populations en coupe réglée et maintiennent toutes les divisions de la société.

Mais se poser en défenseur du drapeau tricolore, c'est reprendre le drapeau des massacreurs de la Commune de Paris de 1871 et de juin 1848. C'est reprendre le drapeau au nom duquel l'impérialisme français

a mené les guerres coloniales et mène encore aujourd'hui ses interventions militaires au Moyen-Orient ou en Afrique.

Agité par les mélenchonistes ou par l'extrême droite, le drapeau français est celui de la bourgeoisie et de son État. Prétendre que, sous ses plis, les travailleurs et les classes populaires trouveraient une protection, c'est recourir à une vieille escroquerie qui a toujours conduit à des impasses et aux guerres.

Le seul drapeau qui vaille pour les travailleurs est le drapeau rouge, qui affirme que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'ils doivent s'unir par-delà les frontières.

Boris Savin

Taxe sur les dividendes : aux oubliettes

Le Conseil constitutionnel a invalidé la taxe de 3% sur les dividendes instaurée en 2012, peu après l'élection de Hollande. Elle rapportait autour de 2 milliards d'euros par an, une goutte d'eau en comparaison des dividendes versés par les seules entreprises du CAC 40 à leurs actionnaires : 55 milliards d'euros en 2016 et déjà plus de 40 milliards d'euros au 2^e trimestre 2017.

Mais c'était encore trop pour le patronat. L'Association française des entreprises privées (Afepe) et

une vingtaine de grands groupes français, dont Vivendi, Total, Sanofi ou encore LVMH, l'ont donc attaquée auprès de la justice européenne. En mai dernier, celle-ci l'a en partie déclarée illégale, sous prétexte qu'elle touchait des bénéficiaires de filiales étrangères déjà taxées dans d'autres pays européens. Et dans un deuxième temps, le Conseil constitutionnel n'a eu qu'à constater une rupture d'égalité entre les entreprises, puisque la Cour européenne de justice n'avait exonéré qu'une

partie d'entre elles, et a donc supprimé la taxe pour tout le monde.

Le comble est que le patronat a réussi non seulement à faire disparaître ce minuscule prélèvement sur ses profits, mais aussi à en être en partie remboursé. L'État devrait ainsi verser aux entreprises environ 5,7 milliards d'euros, qu'il ira chercher dans les poches des classes populaires. C'est ce qu'on appelle avoir le beurre et l'argent du beurre!

Claire Dunois

Sarkozy : du bling-bling au cling-cling

Sarkozy avait tout fait pour être le candidat des Républicains à l'élection présidentielle de 2017, espérant, s'il était élu, bénéficier de l'immunité pour échapper aux poursuites judiciaires qui s'accroissent contre lui.

Sarkozy avait été cité dans l'affaire Bettencourt, la riche héritière ayant été soupçonnée d'avoir versé à Eric Woerth des sommes importantes pour financer la campagne présidentielle de 2007 de Sarkozy. Mis en examen en mars 2013, Sarkozy avait obtenu un non-lieu en octobre de la même année. Le financement de sa campagne électorale de 2012 avait été ensuite l'objet des révélations connues sous le nom d'affaire Bygmalion, du nom de la société qui organisait ses meetings. Ses comptes de campagne avaient été

rejetés par la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques.

Cerise sur le gâteau judiciaire de Sarkozy, le 6 octobre le Parquet national financier a demandé son renvoi devant un tribunal correctionnel dans l'affaire dite des écoutes, où on lui reproche d'avoir tenté d'obtenir des informations dans l'affaire Bettencourt. Il est accusé de corruption, trafic d'influence et recel de violation du secret professionnel.

Certes, même pour un Sarkozy, poursuivi ne veut pas forcément dire coupable. Reste que ses démêlés judiciaires ne sont pas terminés : l'ex-président bling-bling mériterait mieux le nom de cling-cling, pour le cliquetis des casseroles qu'il traîne.

Cédric Duval

Avec Hulot : encore plus de taxes

Le ministre de la Transition écologique et solidaire va proposer un système de bonus-malus pour taxer les propriétaires de logements mal isolés ou chauffés par des systèmes jugés trop polluants. Il serait aussi question d'obliger les propriétaires à faire des travaux avant de revendre leur bien, faute de quoi les frais de notaire seraient augmentés. Enfin, les locataires pourraient avoir à payer une partie des travaux de mise à niveau s'ils habitent un de ces logements appelés passoires thermiques.

Le gouvernement prétend inciter les propriétaires et ne pas être coercitif, mais c'est bien une taxe nouvelle qui est proposée et qui s'appliquera à tout le monde, y compris aux plus modestes des propriétaires, dont les appartements ne sont pas forcément toujours de construction récente. Et c'est sans parler des locataires qui verront sans doute leurs loyers augmenter, avec cette taxe comme justification...

Alors, avec Hulot et Macron, c'est le renouvellement durable des taxes!

C.D.

Le Pen-Wauquiez : pas de frontière

En meeting le 9 octobre à Carpentras, Marine Le Pen s'est penchée sur « le cas de Monsieur Wauquiez », président de la région Auvergne-Rhône-Alpes et candidat à la direction des Républicains.

Wauquiez est perçu comme un rival qui laboure sur les terres du Front national, lui qui se fait le chantre de la clause Molière consistant à obliger les ouvriers d'un chantier à parler français. Au début de l'année, il avait fait voter par la région une clause empêchant les entreprises employant des travailleurs étrangers de se porter candidates aux offres de marchés publics, tout en sachant que cette interdiction serait déclarée illégale.

Il revient actuellement à la charge dans le cadre d'une charte avec les patrons du bâtiment de la région « en faveur des entreprises, de l'apprentissage, du maintien de l'emploi local et de la lutte contre le travail détaché ».

Il n'est pas étonnant que la cote de popularité de Wauquiez auprès des sympathisants du Front national ait augmenté, pour atteindre 17% d'avis favorables. C'est loin encore des 29% de Sarkozy, qui était parvenu à attirer une partie substantielle de l'électorat du FN lors de l'élection présidentielle de 2007. Mais la guéguerre entre Wauquiez et Le Pen ne fait peut-être que commencer, sur un terrain fangeux.

Jean Sanday

Clermont-Ferrand : il faut des logements pour les migrants !

Vendredi 6 octobre, près de 300 personnes ont manifesté à Clermont-Ferrand pour exiger un logement pour une centaine de migrants, à la rue depuis des mois.

Ces dizaines de jeunes et de familles viennent de Serbie et d'Albanie, d'autres du Mali, de Côte d'Ivoire ou de Guinée. La plupart d'entre eux sont dans l'attente d'un rendez-vous en préfecture pour que soit examinée leur demande d'asile. Ils dormaient dans des tentes sur la place du 1^{er}-Mai, sans eau ni toilettes ni électricité. Une situation insupportable.

Malgré toutes les démarches, la préfecture et le

maire socialiste faisaient la sourde oreille. Aucun logement ne leur a été accordé, sous prétexte qu'il n'y aurait plus de place. Pourtant des militants ont dénombré 4 000 logements vides, immédiatement disponibles, à Clermont-Ferrand, dont beaucoup sont gérés par la mairie ou achetés par elle en vue de démolition. Ainsi, par exemple, des centaines de chambres et d'appartements sont inoccupés au Home Dôme, un foyer de



jeunes travailleurs fermé depuis deux ans.

Dans le même temps, le maire avait promis de mettre un immeuble désaffecté à disposition pour une quarantaine d'adolescents scolarisés qui avaient dû quitter un squat. Mais,

lassés d'attendre que cette promesse se concrétise, les associations qui les aident ont dû squatter pour eux un nouvel immeuble.

Le 3 octobre, à l'initiative de RESF (Réseau éducation sans frontières), plus de 60 adultes et 40 enfants ont déménagé leurs tentes de la place du 1^{er}-Mai pour s'installer sur les pelouses de la faculté de lettres, avec l'espoir d'alerter sur leur situation et de disposer de sanitaires.

La solidarité s'est organisée, tant du côté des associations que des étudiants.

À la suite d'une nouvelle manifestation le 4 octobre, la préfecture s'est donnée bonne conscience en proposant un hébergement pour quelques semaines en hôtel à seulement deux ou trois familles. Mais, ignominie de plus, l'une d'elles a été logée à la place d'une autre famille, qui a dû rejoindre

à son tour le campement à la faculté.

Vendredi 6 octobre, près de 300 réfugiés, étudiants et militants se sont rassemblés et ont manifesté en direction de la préfecture en scandant « Welcome refugees » ou « Un toit c'est un droit – des papiers pour tous ».

Depuis, la mobilisation se maintient et de nouvelles actions sont prévues. Mardi 10 octobre, une partie des migrants ont participé avec RESF à la manifestation qui regroupait des travailleurs des services publics et de plusieurs entreprises du privé contre la politique antiouvrière de Macron.

Les travailleurs immigrés font partie de la classe ouvrière. Leur combat pour avoir le droit d'accéder à « un toit, une école, des papiers » rejoint celui de tous les travailleurs.

Correspondant LO

La Petite Rockette – Paris 11^e : emplois aidés supprimés

Située rue du Chemin-Vert, dans un quartier populaire du 11^e arrondissement de Paris, depuis douze ans l'association La Petite Rockette est un espace de vie sociale. Elle permet la collecte, le réemploi et la revalorisation de 300 tonnes d'objets (vêtements, appareils ménagers, livres...) dont les riverains se débarrassent.

L'association propose un

bar et un restaurant associatifs bon marché, ainsi que des activités et ateliers à prix modique. En 2016, elle a été fréquentée par 39 000 usagers : c'est dire sa popularité et son impact sur l'arrondissement. Elle fonctionne grâce aux bénévoles et à vingt emplois aidés.

Or la suppression de quatorze de ces emplois est programmée, suite aux

décisions du gouvernement qui stoppe toute aide aux emplois aidés.

Vendredi 22 et samedi 23 septembre, ces salariés étaient en grève et ont fait signer par les passants et usagers des lettres de protestation adressées au préfet et au député.

Les habitants du quartier restent attentifs à l'évolution de la situation.

Correspondant LO

Gouvernement : Parly-moi d'argent...

La ministre des Armées Florence Parly était jusqu'à juin dernier directrice générale chargée de SNCF Voyageurs. Au premier semestre 2017, elle a gagné 52 569 euros par mois, soit plus de 300 000 euros au total.

Quand ces revenus stratosphériques ont été révélés par l'hebdomadaire *Marianne*, son cabinet a expliqué que Florence Parly était contractuelle de droit privé. Cette blague a fait rire (jaune) les cheminots,

dont les salaires sont bloqués depuis des années. La SNCF recrute certes des contractuels de droit privé, mais leurs rémunérations sont en général encore inférieures à celles des cheminots au statut.

Enfin, avec 300 000 euros en six mois, Parly aurait-elle dépassé le plafond fixé depuis 2012 à 450 000 euros par an pour les dirigeants d'entreprises publiques ? Non, pas du tout, a expliqué son cabinet, c'est seulement

que « la SNCF a considéré, dès juin 2017, que Florence Parly avait rempli ses objectifs » annuels. En 2016, l'infatigable Super-Parly avait également touché 139 119 euros en jetons de présence dans les conseils d'administration de sociétés comme Ingenico, Altran, Zodiac Aerospace ou BPI France.

Eh oui, ainsi vont les cadences infernales des hauts cadres patronaux.

M.B.

Lycée Louise-Michel : pour des conditions de travail dignes

Jeudi 5 octobre, à la récréation du matin, les enseignants du lycée Louise-Michel de Bobigny, en Seine-Saint-Denis, ont arrêté le travail et ont rassemblé les élèves dans la cour, rejoints par les agents.

Devant l'impossibilité de faire fonctionner la cantine, le proviseur a décidé de fermer le lycée pour la journée. Le lendemain matin, les lycéens ont bloqué l'entrée dès 7 h 30 et sont partis à la préfecture en une manifestation dynamique.

Les raisons de cette colère : les conditions de travail se sont fortement dégradées depuis plus d'un an. Les agents d'entretien et de cantine sont en sous-effectif ; ils sont surchargés de travail et n'arrivent plus à accomplir correctement leurs tâches. Les salles et les toilettes sont insuffisamment nettoyées, et les

files d'attente à la cantine s'allongent. Parfois, faute de personnel suffisant pour la vaisselle, on utilise des assiettes et des couverts en plastique. À cela s'ajoutent la vétusté du matériel et des locaux et, depuis la rentrée, des dysfonctionnements du réseau informatique.

Cette situation est due à la suppression de deux postes d'agents en contrat unique d'insertion (CUI) par la région Île-de-France en avril 2016, et au fait que les agents malades ne sont pas remplacés. Les agents estiment qu'il leur manque trois postes pour travailler normalement.

Lundi 9 octobre, un nouvel agent contractuel a été affecté au lycée. Les agents, enseignants et lycéens sont satisfaits de s'être fait entendre. Mais ils ne comptent pas en rester là.

Correspondant LO

13 octobre : manifestation nationale des victimes de l'amiante

La manifestation annuelle de l'Andeva (Association nationale des victimes de l'amiante) aura lieu le 13 octobre. Alors que l'amiante continue de tuer, la justice vient encore de blanchir des responsables de ces crimes. Les grands groupes

capitalistes étaient pourtant parfaitement au courant du danger mortel qu'ils faisaient courir à leurs salariés et à la population autour de leurs usines, avec la complicité des pouvoirs publics qui les laissaient faire.

Les travailleurs doivent

dénoncer ce scandale permanent de l'amiante, et Lutte ouvrière s'associe à l'appel de l'Andeva. La manifestation aura lieu **Vendredi 13 octobre à 14 heures à Paris départ de la tour Montparnasse (métro Montparnasse-Bienvenue)**

Espagne : entre deux nationalismes

Après des semaines de tension, de manifestations et d'affrontements, le leader indépendantiste catalan de droite Carles Puigdemont qui avait pris la tête du mouvement pour l'indépendance a annoncé le 10 octobre qu'il fallait faire marche arrière et repousser à plus tard toute décision sur le statut de la Catalogne.

Puigdemont a appelé, malgré la protestation des députés de la CUP qui est l'aile radicale du mouvement catalaniste, à renouer le dialogue avec le gouvernement de Madrid. Quelles seront les réactions des courants qui composent le mouvement indépendantiste, quelle sera la réponse du Premier ministre Mariano Rajoy ? En tout cas celui-ci vient de marquer un point.

Dans le bras de fer qui l'oppose aux dirigeants indépendantistes de Catalogne, Rajoy avait repris la main. En particulier après l'annonce de la majorité des grandes banques dont le siège se situait en Catalogne de transférer celui-ci dans d'autres villes d'Espagne et

après que plusieurs grandes entreprises eurent fait de même.

Un autre élément avait fait pencher la balance. Le 8 octobre, une manifestation a rassemblé des centaines de milliers de personnes à Barcelone derrière des slogans qui refusaient l'indépendance, et des manifestants arborant des drapeaux espagnols ont fait pendant aux manifestations indépendantistes des semaines précédentes. Cette manifestation n'était pas officiellement organisée par Madrid mais elle a renforcé la position du gouvernement central. Elle a rassemblé des personnes qui voulaient simplement dire qu'elles refusaient les objectifs aventureux de

Puigdemont et des siens, mais aussi divers groupes de droite et d'extrême droite.

Au-delà, ce qui est le plus lourd de conséquences pour les classes populaires de tout le pays, c'est l'autorité qu'ont gagnée Rajoy et son parti, le Parti populaire (PP), et le fait que Rajoy a réussi à réaliser l'union sacrée derrière sa personne et sa politique.

En effet, dimanche 8 octobre, le drapeau espagnol n'a pas dominé qu'à Barcelone ou à Madrid. Il a été arboré à de nombreuses fenêtres dans tout le pays et pas seulement dans les beaux quartiers mais aussi dans de nombreux quartiers populaires, montrant que les deux nationalismes espagnol et catalan se renforcent l'un l'autre.

Pour l'instant, ce sont les dirigeants nationalistes catalans qui ont perdu la main, d'autant plus qu'ils ne trouvent apparemment pas les appuis qu'ils espéraient du côté de l'Union



européenne.

Mais quelle que soit l'issue de la crise, les classes populaires en feront les frais si elles accrochent leurs espoirs et leurs intérêts à l'un des deux camps. Elles s'en trouveront plus divisées, désorientées, affaiblies face

à leurs ennemis. Car ceux-ci risquent d'avoir d'autant plus les mains libres pour imposer leur pouvoir et leur politique antiouvrière, aussi bien en Catalogne que dans le reste de l'Espagne.

Henriette Mauthey

Nationalisme et mouvement ouvrier

L'émergence des nationalismes et micronationalismes n'est pas chose nouvelle. Dans un texte publié le 10 mai 1914, Lénine dénonçait déjà celui que propageaient certains groupes bourgeois prétendument progressistes, un nationalisme sans doute plus subtil que celui des monarchistes d'extrême droite mais tout aussi nuisible pour les travailleurs.

(...) En Russie, notamment après 1905, lorsque les plus intelligents des bourgeois ont vu clairement combien la force brutale était insuffisante à elle seule, toutes sortes de partis et de groupes bourgeois « progressistes » usent de plus en plus souvent du procédé de la division des ouvriers par la diffusion de diverses idées et doctrines bourgeoises qui affaiblissent la lutte de la classe ouvrière.

Au nombre de ces idées, il faut ranger un nationalisme raffiné, qui prêche la division

et l'émiettement du prolétariat sous les prétextes les plus spécieux et les plus séduisants; par exemple, sous prétexte de défendre les intérêts de la « culture nationale » de l'« autonomie ou de l'indépendance nationale » etc., etc.

Les ouvriers conscients s'efforcent de rejeter tout nationalisme, aussi bien le nationalisme grossier, violent, à la Cent-Noir, que le nationalisme le plus raffiné, celui qui prêche l'égalité en droits des nations en même temps que... la dislocation du camp

ouvrier, des organisations ouvrières, du mouvement ouvrier, par nationalités. Mettant en pratique les résolutions adoptées à la dernière conférence des marxistes (été 1913), ils défendent – à la différence de toutes les couches de la bourgeoisie nationaliste – non seulement l'égalité en droits la plus complète, la plus conséquente, une égalité poussée jusqu'au bout, des nations et des langues, mais aussi la fusion des masses ouvrières des différentes nationalités dans toutes sortes d'organisations prolétariennes uniques.

Là est la différence radicale entre le programme national du marxisme et celui de n'importe quelle bourgeoisie, fût-elle la plus « avancée ».

(...) C'est un plan d'un nationalisme raffiné qui corrompt



Espagnol ou catalan, le nationalisme est étranger au mouvement ouvrier.

et divise la classe ouvrière. À ce plan (qui est celui des bundistes, des liquidateurs et des populistes, c'est-à-dire des différents groupes petits-bourgeois) les marxistes opposent le principe suivant : égalité absolue en droits des nations et des langues, jusques et y compris la négation de la nécessité d'une langue officielle, mais, en même temps, prise de position en faveur du rapprochement le plus complet des nations, de l'unité

des institutions d'État pour toutes les nations, de l'unité des conseils scolaires et de la politique scolaire (école laïque !), de l'unité des ouvriers des différentes nations dans leur lutte contre le nationalisme de toute bourgeoisie nationale, contre ce nationalisme que, pour tromper les naïfs, on présente sous la forme du mot d'ordre de « culture nationale ».

(Publié dans le n° 82 du journal *Pout Pravdy* – Œuvres T. 20 p. 301-304)

Niger : Areva, pollueur et licencié

Le 9 octobre, Areva a annoncé que la Somaïr, une de ses filiales au Niger, va licencier 200 travailleurs sur plus de 900, en 2018. Cela entraînera aussi la suppression de 500 postes de sous-traitants. Il s'agit, prétend Areva, de traverser une période de prix très bas de l'uranium et d'éviter la faillite de la Somaïr.

D'autres mesures d'économies sont prévues comme l'obligation pour les agents logés dans des maisons appartenant à la société de payer leurs factures d'eau et

d'électricité.

Cela fait cinquante ans qu'Areva exploite l'uranium du Niger : il a fait sa fortune au détriment du pays et de toute la population. Le Niger,

bien que quatrième producteur d'uranium au monde, reste un des pays les plus pauvres. La société impose sa loi à l'État : son bilan, publié en 2016 et analysé par plusieurs ONG dont Oxfam, a révélé comment elle renforce sa pression sur le pays. En 2015, en renégociant à la baisse le prix de l'uranium produit par les mines, Areva a diminué sa redevance au Niger de 15 millions par rapport à

2014, pour une production équivalente. À travers des montages financiers entre la maison mère et les filiales, elle aurait réussi également à ne pas payer 30 millions d'euros d'impôts en 2015.

La population, elle, a connu l'absence de sécurité dans les mines et au dehors. La Criirad, une ONG d'information sur la radioactivité, a dénoncé les conditions d'exploitation de ces mines,

dangereuses pour les salariés et pour la population en général avec même la présence de déchets radioactifs dans l'eau et dans les rues d'Arlit, une ville du Nord du pays.

Exploiteur, pollueur et licencié, Areva, dont le Premier ministre Edouard Philippe fut un temps chargé de la communication, continue son œuvre destructrice.

Sylvie Maréchal

Syrie-Irak : après Daech, quels nouveaux conflits ?

Rakka, le dernier fief de l'organisation djihadiste Daech, est en passe d'être repris par les Forces démocratiques syriennes, des milices essentiellement composées de combattants kurdes, avec le soutien militaire des États-Unis. Mais la situation qui se profile, après la défaite de cette organisation État islamique aussi réactionnaire que barbare, est très loin de garantir une stabilité aux populations de la région.

La coalition qui est en train d'écraser Daech a été mise en place par les États-Unis, devant le chaos incontrôlable qu'ils avaient eux-mêmes créé en cherchant à déstabiliser le pouvoir syrien de Bachar al-Assad. Ils n'ont alors pas trouvé d'autre option qu'un retournement complet, faisant le choix de compter sur Assad et ses alliés pour éradiquer Daech.

La Russie, qui avait des bases navale et aérienne dans le pays, a alors pu déployer un arsenal militaire considérable, sous l'œil indifférent et complice des États-Unis. L'Irak a obtenu en juillet 2015, après plus de dix ans de négociation, l'accord international autorisant son

industrie nucléaire civile. Et ses forces militaires ainsi que les milices qui lui sont liées ont été associées à la coalition anti-Daech. En Irak, le pouvoir central a pu mener ses offensives contre les djihadistes, largement épaulé par les milices chiites irakiennes à l'idéologie tout aussi rétrograde que Daech, et avec le soutien de l'Iran. Et puis les milices kurdes syriennes et irakiennes, ont, elles, directement reçu le soutien de l'armée américaine, et notamment de son aviation.

Les puissances régionales qui avaient financé et aidé le plus directement Daech, comme l'Arabie saoudite, le Qatar et la Turquie, ont été ainsi les perdantes de

la volte-face diplomatique américaine.

Mais, aujourd'hui que se pose la question de l'après-Daech, toutes ces alliances peuvent être rebattues, et chacun avance ses pions.

Assad et ses alliés russes veulent reprendre le maximum de territoire, le plus vite possible. Depuis un mois, ils ont intensifié leurs bombardements partout où il y a encore des poches de résistance au régime : dans la banlieue de Damas, à Idlib au nord-ouest du pays, ou encore à Deir ez-Zor dans l'est. Le Comité international de la Croix-Rouge parle de combats d'un degré d'intensité jamais vu depuis janvier 2017. La Turquie se prépare à intervenir militairement à sa frontière, elle aussi dans la région d'Idlib. L'Arabie saoudite et le Qatar, qui ont soutenu et financé les milices djihadistes de tout poil, n'ont pas cessé de le faire, quitte à leur demander de se trouver des noms moins décriés que al-Qaïda ou Daech.

Voulant prendre date pour l'avenir, les dirigeants kurdes d'Irak ont organisé

un référendum sur l'autonomie de la région qu'ils contrôlent, où le oui a obtenu plus de 90 % des voix, avec un taux de participation de plus de 70 %. Le pouvoir central irakien ainsi que l'Iran et la Turquie ont haussé le ton, une façon d'avertir leurs propres minorités kurdes qu'il n'est pas question qu'elles suivent cet exemple. C'est tout au plus un statu quo qui peut s'instaurer, avec des territoires kurdes devenus autonomes de fait, sans qu'on sache pour combien de temps.

En tant que puissance impérialiste dominante, il reste à savoir ce que sera la politique des États-Unis. Les avertissements provocateurs de Trump à l'encontre du régime iranien et ses menaces de rompre l'accord sur le nucléaire signé par Obama montrent que les États-Unis voudraient faire monter la pression vis-à-vis de l'Iran, maintenant que le problème de Daech se règle. Mais les conflits entre leurs différents alliés les paralysent, au point que le renforcement du régime d'Assad

et de la présence russe reste jusqu'à présent un moindre mal pour eux.

Les puissances impérialistes, États-Unis en tête, auraient intérêt à trouver une certaine stabilité dans la région, car celle-ci pourrait ouvrir les marchés de la reconstruction de ces pays dévastés. Bien des grands groupes industriels et financiers occidentaux salivent à l'idée de ce que cela pourrait leur rapporter. Mais tout ce sur quoi l'impérialisme s'est appuyé à un moment ou à un autre pour mener à bien sa politique, les rivalités entre puissances régionales, le développement des milices et l'affaiblissement des États irakien et syrien, l'éclatement de ces pays entre zones dominées par des milices concurrentes, tout cela laisse une situation explosive, grosse de nouveaux conflits.

La fin de Daech n'est pas la fin de ce borborygme. Et la fin du calvaire pour les populations de la région est loin d'être acquise.

Pierre Royan

Belgique : la journée de grève des services publics

En Belgique, par le hasard des calendriers syndicaux mais pour des raisons assez similaires, le syndicat des services publics FGTB, la CGSP, appelait à la grève mardi 10 octobre, tout comme en France.

L'impact de la grève a été important chez les cheminots de la SNCB, dans les bus, dans les écoles, surtout dans le Hainaut et la région de Liège, apparemment moins en Flandre. Il faut dire que les deux autres syndicats n'appelaient pas, des discussions étant en cours avec le gouvernement selon le secrétaire fédéral du syndicat libéral des cheminots !

Depuis 2014 qu'il est en place, le gouvernement fédéral à majorité de droite met en œuvre de nombreuses mesures d'austérité contre la population. Il ne fait là qu'aggraver celles déjà engagées par le précédent gouvernement de coalition dirigé par les socialistes. Il y a d'abord un fort désinvestissement dans les services publics. Cela va jusqu'à la fermeture de tunnels et de ponts routiers d'accès à Bruxelles à cause de leur délabrement.

La SNCB est particulièrement touchée par une réduction de budget de 1,2 à 3 milliards d'euros. Le



Rassemblement à Mons (Belgique) le 10 octobre 2017.

personnel a été réduit de 4 000 équivalents temps-plein en trois ans et demi, passant de 34 450 à 30 460, avec « une hausse de productivité de 4 % par an réalisée presque entièrement sur le dos des travailleurs », selon le quotidien *Le Soir*.

De plus, pendant cet été, la NV-A, le parti nationaliste flamand qui pèse fortement dans la coalition du gouvernement fédéral, a agité un projet de privatisation de la SNCB... Il a été certes démenti par le reste du gouvernement, mais la mise en place d'un service minimum est à l'ordre du jour, notamment dans les transports, qui vise en fait à remettre en cause le droit de grève. Il s'y ajoute le relèvement de l'âge de la retraite, mais aussi la négociation en cours sur les critères de pénibilité. Actuellement, les roulants belges

peuvent partir en retraite à 55 ans après trente ans de service. Reculer l'âge de la retraite alors que la pression du travail est déjà difficilement supportable est inacceptable.

Faute de manifestation nationale, il a été difficile pour les grévistes de se rendre compte de l'ampleur

de la mobilisation.

La presse a dénoncé une grève politique organisée par la FGTB pour soutenir le PS qui vient d'être exclu de la coalition gouvernementale en Wallonie. Il y a peut-être du vrai pour les dirigeants wallons de la FGTB, mais ce n'est certainement pas le cas des militants

syndicaux ni des travailleurs dans leur ensemble. Et c'est bien à une véritable grève de l'ensemble des travailleurs, du public comme du privé, qu'il faudra aboutir pour faire reculer un patronat arrogant servi par un gouvernement sans scrupule.

Claude Thiéram

Lisez la revue *Lutte de classe*

revue mensuelle de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n° 186 (septembre - octobre 2017) :

- Les débuts à la présidence de l'homme du capital financier
- Ordonnances Macron : une agression contre l'ensemble du monde du travail
- Corée du Nord - États-Unis : derrière la surenchère guerrière
- Au Venezuela, la droite veut en finir avec le régime chaviste de Maduro
- La situation en Côte d'Ivoire, depuis les mutineries et la grève des fonctionnaires
- La vaccination, un progrès médical majeur, remis en cause au nom de la liberté de choix
- Parti du travail de Belgique : du maoïsme au parlementarisme ?
- Bordiguisme et trotskysme
- Un échange de lettres entre Lutte ouvrière et Lotta Comunista

Prix : 2,50 euros - Envoi contre cinq timbres à 0,73 euro.

Il y a cinquante ans : l'assassinat de Che Guevara

Le 9 octobre 1967, dans le village de La Higuera en Bolivie, était abattu Ernesto Guevara, dit le Che. Les derniers combattants de sa guérilla avaient été arrêtés la veille, encerclés par un corps d'élite de l'armée colombienne encadré par des officiers nord-américains.

Pour beaucoup, le nom de Guevara évoque seulement un visage, celui d'un jeune barbudo couvert d'un béret étoilé, imprimé sur des millions de tee-shirts. Mais, pour des millions d'hommes en Amérique latine, le nom du Che a longtemps évoqué, et évoque toujours, le combat d'un homme contre l'oppression.

Contre l'oppression de l'impérialisme

Né en Argentine dans un milieu aisé, devenu étudiant en médecine, Ernesto Guevara entreprit un long périple à moto en Amérique du Sud. Au constat de la misère des paysans des montagnes et des villes andines s'ajouta la conscience de la responsabilité de l'impérialisme américain. Face aux grands trusts pillant les ressources minérales et agricoles du continent, aux interventions militaires ouvertes, ou via des coups tordus de la CIA, pour renverser les régimes qui tentaient un tant soit peu de faire bénéficier les populations locales des richesses créées à la sueur de leur front, il conclut qu'il fallait prendre le chemin de la lutte armée.

Rencontrant Fidel Castro au Mexique en 1955, Guevara fut convaincu de participer à son projet de renversement du dictateur cubain Batista. Partie prenante du débarquement raté à Cuba et des années de guérilla dans la Sierra Maestra, puis à l'avant-garde des combats pour la prise du pouvoir en 1959, Guevara tira de cette expérience un modèle de lutte dont il allait faire une théorie.

Bien qu'ayant occupé des postes importants dans le nouvel appareil d'État

cubain, directeur de la Banque nationale, puis ministre de l'Industrie, sa volonté de poursuivre le combat contre l'impérialisme, sans se limiter à Cuba, lui fit reprendre le chemin de la lutte armée. Après une vaine tentative au Congo en 1965, c'est en Bolivie qu'il tenta de créer ce qu'il



Che Guevara en compagnie de guerilleros lors de la prise du pouvoir en 1959.

appela un nouveau front anti-impérialiste.

En 1967, cerné de toutes parts par l'armée, blessé, isolé y compris des paysans locaux qui ne se rallièrent pas à lui, Guevara mourut au combat.

Une impasse politique

L'engagement de Guevara, sa sensibilité à la cause des opprimés lui valent encore aujourd'hui l'estime de millions d'hommes. Mais l'estime pour le combattant n'implique pas une approbation de ses perspectives politiques. Intellectuel rallié au camp des opprimés, le Che théorisa le recours

fait Ho Chi Min au Vietnam ou Mao en Chine. C'était décider d'avance que les classes populaires, au cas où elles se soulèveraient, devraient se rallier à cette organisation.

Guevara se méfiait de la classe ouvrière. Une fois parvenu au pouvoir à Cuba, il critiqua le « matérialisme » des ouvriers qui revendiquaient le maintien de leur salaire ou refusaient de se voir imposer des heures supplémentaires non payées. Pour lui, les luttes ouvrières étaient nécessairement stériles et inefficaces. Quelques mois encore avant sa mort, il

envoya un message aux mineurs boliviens en grève, dont plusieurs dizaines venaient de perdre la vie sous les coups de la répression, leur conseillant de « ne pas s'obstiner dans des tactiques erronées » et les invitant à le rejoindre dans la guérilla.

Guevara s'affirmait marxiste, tout comme le fit Castro lorsque Cuba, victime du blocus des États-Unis, se rapprocha du bloc des pays de l'Est. Il en fit le tour, en tant que ministre à la recherche de recettes de développement

sans doute le cœur des classes pauvres d'Amérique latine. Mais elles ne pouvaient à elles seules recréer les conditions de révolte paysanne qui avaient permis la victoire de la guérilla castriste. Faute d'un mouvement de masse, Guevara resta isolé en Bolivie, ce qui causa sa perte. La tentative de multiplier les foyers de guérilla répondait sans doute au sentiment internationaliste de Guevara à l'échelle latino-américaine, mais ne lui donnait pas de base.

Seul le prolétariat peut ouvrir une issue

Seul le prolétariat, concentré près des lieux de pouvoir, tenant une place essentielle dans l'économie capitaliste moderne, peut non seulement renverser la bourgeoisie mais construire un système économique rationnel dépassant les frontières. Son ignorance des idées communistes et des traditions du mouvement ouvrier rendait vaines les tentatives révolutionnaires de Guevara.

Même une amélioration véritable du sort des paysans, dont l'injustice avait nourri l'engagement de Guevara, n'aurait pu venir que d'un pouvoir des travailleurs des villes, ne se contentant pas de supprimer la grande propriété foncière, mais offrant au monde rural les moyens scientifiques et industriels de sortir de l'arriération.

Le souvenir du combat de Guevara doit aussi être l'occasion de tirer les leçons de son échec. Aujourd'hui comme alors, le prolétariat mondial est la force sociale susceptible d'offrir à l'humanité les moyens de dépasser les ornières nationales, pour construire à l'échelle du monde une société débarrassée de toute forme d'exploitation et d'oppression.

Gilles Boti

Brésil : les militaires veillent

« Si les institutions ne résolvent pas le problème politique, par l'action du judiciaire, en chassant de la vie publique tous ces gens impliqués dans des délits, alors, c'est nous qui le ferons », a déclaré le 15 septembre le général brésilien Mourao.

Ce général est connu pour ses opinions d'extrême droite, qui lui ont valu d'être en 2015 relégué à l'état-major, sans troupes sous ses ordres. Il reste le numéro trois de l'armée de terre.

Les autres membres de l'état-major n'ont pas fait

bloc derrière lui, mais ils ne se sont pas non plus désolidarisés. Le chef de l'armée a même assuré : « En cas de chaos, la Constitution concède aux forces armées un mandat pour intervenir. » Et il a justifié le coup d'État militaire de 1964 qui a ouvert vingt ans de dictature,

en prétendant que c'était « une exigence de la société ». Récemment, les militaires ont été froissés par la mise sur pied d'une commission de la Vérité sur la dictature, qui a indemnisé et rétabli dans leurs droits les victimes des militaires. Aucun de ces derniers en revanche n'a jamais été condamné ni même jugé.

Parmi les civils aussi, on trouve des partisans de l'intervention de l'armée. Ils se reconnaissent à

l'Assemblée dans le député Jair Bolsonaro, un ancien militaire, ami de Mourao, qui veut être candidat à la présidence en 2018. Dans les sondages, il est second derrière Lula, avec 20 % des intentions de vote.

Les milieux officiels et la presse ont réagi aux propos de Mourao en affirmant que l'armée était fidèle à la démocratie et qu'un coup d'État militaire était impossible au Brésil. C'est ce qui se disait du Brésil en 1964

et du Chili en 1973, quand la gauche préférait ignorer les préparatifs de coup d'État bien réels.

Il n'y a sans doute pas au Brésil de risque immédiat d'un putsch militaire. Jusqu'à présent le gouvernement parvient à mettre en œuvre les plans de la bourgeoisie, sans que la classe ouvrière les menace sérieusement. Mais les discours de Mourao rappellent que l'armée veille.

Vincent Gelas

SNCF – Ateliers de Quatre-Mares : victoire pour les femmes de ménage

Aux ateliers SNCF de Quatre-Mares à Saint-Etienne-du-Rouvray, en Seine-Maritime, le nettoyage des vestiaires et des toilettes est assuré depuis plusieurs années par huit femmes de ménage de la société La Pyrénéenne.

Ce chantier a été récemment repris par la société DeCA Propreté. Comme souvent avec ce type d'entreprise, DeCA a voulu rogner sur les acquis des salariées. DeCA a ainsi décidé de changer la convention collective des femmes de ménage, de la branche « manutention ferroviaire » à la branche « nettoyage », qui leur est moins favorable. Elles perdaient leur 13^e mois, une partie de leurs primes, pour un total de 250 euros mensuels; leurs horaires étaient dégradés et elles pouvaient être mutées jusqu'à 25 km de distance. Elles ont refusé de signer l'avenant à leur contrat, bien que DeCA ait fait venir un huissier. Lundi 2 octobre, elles étaient licenciées.

Ces travailleuses se sont mises en grève et, dès le

lendemain, le directeur des ateliers SNCF leur a demandé de quitter l'enceinte, prétextant qu'elles n'avaient plus de contrat de travail. La nouvelle s'est rapidement répandue : elles sont bien connues des cheminots; l'une d'entre elles a 36 ans d'ancienneté! Mercredi 4, ulcérés par l'attitude de DeCA et par celle du directeur SNCF contre les salariées, plusieurs centaines de cheminots et de salariés de La Pyrénéenne se sont rassemblés en assemblée générale devant les bureaux du directeur, et le licenciement a été annulé. Le changement de convention collective a été compensé par des primes supplémentaires.

La solidarité des cheminots et des ouvriers de la sous-traitance a payé!

Correspondant LO

Intérimaires fichés : le mépris s'ajoute à l'exploitation

« Vieux », « big, big boulet », « mou du genou », « branleurs » : ces commentaires insultants sont issus d'un fichier d'intérimaires de la plate-forme logistique Leroy-Merlin de Valence, dans la Drôme.

Le fichier était accessible sur l'Intranet de l'entreprise, et a été rendu public par la CGT. Face à l'indignation provoquée, la direction locale a assuré n'y être pour rien et celle du groupe promet de mener l'enquête pour retrouver et sanctionner les auteurs de ces remarques.

La direction n'a peut-être pas commandité ces remarques et c'est peut-être à un échelon intermédiaire qu'un ou plusieurs responsables se sont laissés aller à étaler leur mépris. Mais l'arrogance, le mépris de classe qu'ils expriment sont communs dans le monde patronal, même si un avocat du travail soulignait : « Ce genre d'appréciations sont communes, elles ne sont simplement pas exprimées publiquement,

et encore moins écrites, ce serait illégal. »

En mai 2013, c'est un cadre de l'entreprise de messagerie FedEx qui avait révélé l'existence d'un fichier informatique recensant une cinquantaine de salariés jugés « à problème » avec des commentaires du même genre. Il avait d'ailleurs été licencié pour avoir dénoncé ces pratiques!

Le patronat mène la guerre aux travailleurs pour assurer ses profits. Dans toutes les entreprises, cela se traduit par une augmentation de l'exploitation, avec rythmes insoutenables, chasse aux pauses et aux temps morts... Un vrai mépris pour la vie et la santé des travailleurs, qui s'accompagne parfois de propos offensants. D'autant que, pour tous ces chefs et patrons grossiers, l'exemple vient d'en haut, avec un Macron exprimant régulièrement, en termes tout aussi choisis, ce qu'il pense des travailleurs.

Nadia Cantale

France Teinture – Troyes : grève pour les salaires

Les ouvriers de l'usine France Teinture de Troyes se sont mis en grève lundi 2 octobre pour réclamer une augmentation d'un euro de l'heure.

Cela fait des années que les salaires, à peine au-dessus du smic, même avec l'ancienneté et des horaires en 3x8, y sont bloqués. Lors de chaque négociation annuelle obligatoire, le patron repoussait toute augmentation sous prétexte de la fragilité du site et de l'activité de teinture textile, illustrée par les fermetures d'usines depuis des dizaines d'années dans la région troyenne.

Mais la réimplantation de la production textile du Coq sportif dans la ville voisine de Romilly a fortement augmenté les commandes de ce façonnier qu'est France Teinture, au point

que l'équipe de nuit est rappelée certains dimanches. Forts de ces commandes à honorer dans les plus brefs délais et des gigantesques bobines déjà en partie traitées, donc susceptibles de pourrir sur place, les travailleurs ont senti que c'était le bon moment pour réclamer leur dû.

Alors, à l'initiative de la CGT et avec le soutien de FO, les trois équipes se sont mises en grève avec piquet devant l'usine pour obtenir une rallonge d'un euro de l'heure, faisant connaître leur mouvement dans la presse, à la télévision locale et auprès du milieu militant. Ils ont reçu de

nombreux soutiens, notamment d'anciens ouvriers du site ravis d'assister à cette action collective sur les salaires qu'ils n'avaient jamais vue de leur temps.

Le jour même, le patron cédait en partie. La direction s'est engagée à une augmentation de 2 % dès septembre et à deux autres en février et juillet de l'an prochain, ainsi qu'au versement d'une prime de 70 euros en novembre. Il a aussi ajouté une prime de 25 euros par dimanche travaillé.

Cela représentant presque la moitié de ce que les grévistes réclamaient, les travailleurs ont repris le travail le lendemain avec le sentiment de s'être fait respecter et d'avoir fait reculer le patron.

Correspondant LO



Les grévistes de France Teinture le 2 octobre.

Économie : quelle reprise et pour qui ?

Selon l'Insee, l'Institut national de la statistique et des études économiques, le baromètre de l'économie mondiale de même que celui de l'économie française vireraient au beau fixe.

« Le deuxième trimestre 2017 a globalement confirmé la solidité de l'économie mondiale », affirme l'officine dans sa dernière note de conjoncture. Quant à l'économie française, « elle a progressé de 0,5 % pour le troisième trimestre consécutif. La production manufacturière a augmenté comme prévu, en ligne avec le niveau élevé du climat des affaires ».

Graphiques et chiffres à l'appui, la note souligne que ce climat des affaires est très favorable dans la zone euro et que notamment en France il est au plus haut depuis 2011. Elle

envisage que « d'ici la fin de l'année, l'activité continuerait à progresser vigoureusement, et ce dans tous les secteurs d'activité ». Et de prévoir une augmentation du PIB de 1,8 % pour 2017, au lieu des 1,6 % initialement prévus.

Tout irait donc mieux, si on en croit les oracles de la statistique, mais pour qui?

En termes alambiqués – « l'enrichissement de la croissance en emploi sera nul d'ici la fin de l'année » –, la note de l'Insee atteste que le chômage n'est pas près de diminuer. L'institut prévoit que le nombre d'emplois créés en 2017

sera encore inférieur à celui de 2016, conséquence de la suppression des emplois aidés et confirmation, s'il en fallait, que les dizaines de milliards offerts aux entreprises au titre du CICE ont directement garni leurs comptes en banque sans créer les emplois promis. Quant au pouvoir d'achat des salariés, et donc à la consommation des ménages, l'Insee prévoit qu'ils devraient ralentir en 2017.

Il n'y a rien de bien neuf dans cette note. Non, la crise n'est pas terminée, non, il n'y a pas même d'embellie. La seule reprise qu'on peut noter est celle des profits et de la masse des dividendes distribués aux actionnaires grâce à l'augmentation de l'exploitation.

Sophie Gargan

PSA – Sochaux : les profits explosent, la précarité aussi

Pour augmenter la production des Peugeot 3008 et Opel Grandland à Sochaux, la direction a mis en place une équipe supplémentaire du vendredi-samedi-dimanche (VSD), et recruté 1 500 travailleurs intérimaires en plus pour la démarrer au 1^{er} septembre.

Si la direction a fait état de ses difficultés pour recruter des intérimaires de la région, beaucoup d'ouvriers pensent qu'elle a récolté ce qu'elle a semé. En effet, rien qu'au cours des cinq dernières années, pas moins de 5 000 travailleurs intérimaires ont fait l'amère expérience, une ou plusieurs fois, de l'exploitation chez PSA : une paie d'à peine plus de 1 200 euros net par mois, primes comprises, voire entre 700 et 900 euros les mois comportant des jours chômés, et un travail en équipes, avec des rythmes de travail de plus en plus intensifs.

Les agences d'intérim ne sont pas en reste, avec leurs menaces de rupture de contrat en cas d'accident du travail, leur façon d'anticiper la fin de contrat en raison de problèmes de santé contractés à l'usine, comme des maux de dos, des tendinites, etc. Elles n'hésitent pas non plus à parler d'absences sans motif quand des intérimaires ont fait grève contre la loi travail, par exemple, ou à invoquer des sanctions disciplinaires à la moindre difficulté dans le travail, comme des défauts dus au manque de temps pour faire les opérations, etc. Tout cela

pour au final être rejetés à Pôle emploi en fin de contrat et retourner grossir les rangs des demandeurs d'emploi de la région.

Les 1 500 travailleurs intérimaires recrutés par PSA à l'usine de Sochaux pour l'équipe en VSD viennent

en partie de la région, mais aussi des quatre coins du pays et même d'Espagne et du Portugal pour quelques dizaines d'entre eux. Parmi ces travailleurs intérimaires, certains ont dormi dans leur voiture faute de pouvoir se loger dès leur arrivée, d'autres ont dû réclamer leur prime calendaire, réclamer aussi parce que leur fiche de paie est truffée d'erreurs. PSA a fait appel, pour la première fois, aux services d'une agence d'intérim, "Go Job", qui fait tout par

Internet, les recrutements, les contrats, et qui a réussi à fournir des fiches de paie entièrement virtuelles parce qu'entièrement fausses ! En août dernier, près d'une centaine d'ouvriers intérimaires ont démissionné et quitté l'usine.

Aujourd'hui, entre les suppressions d'emplois en CDI et les recours massifs à l'intérim, la direction de Sochaux a fait exploser la précarité de l'emploi dans les ateliers de fabrication qui comptent 7 100 ouvriers

au total, dont plus de 2 450 sont des travailleurs intérimaires. Et il faut y ajouter les emplois précaires des secteurs d'activités que PSA a sous-traités à des sociétés comme ISS, Geodis, STP, où des équipes comptent plus d'intérimaires que d'ouvriers en CDI.

La direction de PSA n'a pas attendu les ordonnances Macron pour commencer à généraliser la précarisation des emplois dans ses usines, comme celle de Sochaux.

Correspondant LO

Des travailleurs de la sous-traitance se rebiffent

À l'usine de Sochaux, pour faire plus de profits, PSA a sous-traité depuis quelques mois déjà la préparation des pièces à livrer en chaînes à la société ISS.

Vendredi 29 septembre, la direction d'ISS a tenté de faire signer un avenant au contrat de travail aux ouvriers de l'équipe du vendredi-samedi-dimanche (VSD), sous prétexte d'une erreur de 69 euros en trop dans le calcul de la paie. Cela a mis en colère une petite dizaine d'ouvriers, intérimaires et embauchés, dans l'un des secteurs de production du montage.

Ceux-ci ont débrayé deux heures et paralysé pendant plus d'une heure la production PSA. La direction d'ISS a tenté en vain de leur faire reprendre le travail en prétendant,

après coup, que ce n'était que la régularisation d'une erreur sur le calcul de leur paie. Et quand la direction du montage de Sochaux a tenté à son tour de leur faire reprendre le travail en déclarant que PSA allait perdre des voitures et des milliers d'euros, la colère des grévistes n'a fait qu'augmenter. Au final, les grévistes ont obtenu que tous les avenants soient déchirés sous leurs yeux, ainsi que le paiement des deux heures de grève. Et, puisque les dires de la direction PSA du montage confirmaient que leur travail rapporte des milliers

d'euros, ils ont demandé une augmentation de salaire de 100 euros par mois.

Ce n'était pas fini pour la société ISS puisque, dans la nuit du 4 au 5 octobre, treize ouvriers sur quinze, dont des intérimaires, d'une équipe de l'atelier de production des portes ont débrayé à leur tour pour protester contre leurs conditions de travail. La préparation des pièces pour alimenter les chaînes de production leur fait faire plus de 20 kilomètres chaque nuit, au pas de course. Dans l'équipe en question, les ouvriers ont tenu à exprimer leur ras-le-bol du sous-effectif criant et aussi du comportement autoritaire de leur chef, stressé à cause des lacunes que la direction d'ISS lui

fait supporter aussi. Après avoir dit leur fait à la direction d'ISS et à celle de l'atelier du montage de PSA, tous ont repris le travail peu avant la fin de poste de nuit.

ISS est une société de services aux entreprises et aux collectivités, et une filiale d'un groupe qui compte 500 000 salariés pour un chiffre d'affaires de 10 milliards d'euros réalisé dans plus de 77 pays. Pour leurs profits, PSA et ISS ont rogné sur les salaires, les conditions de travail. Les travailleurs d'ISS sont en permanence sous tension et ces premières manifestations de colère ne sont peut-être pas les dernières. Cela au moins, PSA et ISS ne l'auront pas volé !

Correspondant LO

General Electric – Grenoble: la colère monte

Juste avant les vacances, début juillet, la direction de General Electric a annoncé un vaste plan de licenciements dans sa branche hydro-électrique. Sur le site de Grenoble, ex-Alstom, 350 emplois d'un site consacré aux turbines hydrauliques doivent disparaître très rapidement, sur les 800 salariés que compte actuellement le site, sans compter l'impact chez tous les sous-traitants.

Mardi 3 octobre, environ 200 travailleurs ont pu interpellé la direction parisienne venue à Grenoble et se rendre compte que GE maintenait ferme son plan, au nom de la compétitivité, malgré les solutions proposées par l'intersyndicale. À partir de ce jour, les travailleurs ont bloqué l'usine en permanence, se regroupant à 200 ou un peu plus chaque jour à l'entrée de l'usine. La direction refuse de discuter, demandant au préalable la fin des blocages. En fin de cette

première semaine de mobilisation, elle demandait leur levée à la justice.

« Nous demandons solennellement au gouvernement de prendre ses responsabilités en exerçant l'option d'achat des actions de Bouygues au sein d'Alstom avant le 17 octobre », écrivait dans un communiqué du 3 octobre l'intersyndicale CFDT, CFE-CGC, CGT. Sachant ce que fait Macron, cette demande a peu de chances d'être entendue.

La même proposition a été avancée par Arnaud



Montebourg lors d'une réunion tenue le lundi 2 octobre : cet ex-ministre ne manque pas de culot, lui qui avait justement parrainé l'accord transférant à General Electric une partie d'Alstom, avec la promesse de créer 1 000 emplois !

Lundi 9 octobre, les

travailleurs restaient mobilisés, votaient la poursuite de leurs actions, toujours présents en nombre à la porte de l'entreprise. Ils attendaient ce qu'allait dire le PDG d'Alstom, interrogé mercredi 11 à l'Assemblée nationale et au Sénat.

Mais, quel que soit

l'emballage de cette politique antiouvrière, les travailleurs ont tout à revendiquer auprès d'une multinationale qui a réalisé, en 2016, un chiffre d'affaires de 105 milliards d'euros et 8,10 milliards d'euros de profit !

Correspondant LO

Michelin – Joué-lès-Tours : les grévistes s'invitent à l'inauguration

Mardi 3 octobre, la direction de Michelin à Joué-lès-Tours, en Indre-et-Loire, avait prévu une grande cérémonie d'inauguration de ce qu'elle nomme la « nouvelle usine ».

En fait, il s'agit de deux ateliers (membranes en caoutchouc et nappes métalliques), employant aujourd'hui environ 200 salariés, seuls survivants d'une usine qui a compté plus de 4000 ouvriers. La principale production, les pneus poids lourds, a été arrêtée en 2014 et plus de 700 emplois ont été supprimés.

La veille, les syndicats Sud et CGT ont appelé par tract les ouvriers à débrayer ce jour-là et à profiter de l'occasion pour faire entendre leur colère, car les motifs ne manquent pas et même s'accumulent sévèrement ces derniers temps : conditions de travail et cadences intenable, manque d'effectifs pour réaliser la production demandée, notamment à l'atelier des membranes, projets de changements d'horaires avec les week-ends travaillés, voire des changements

d'équipe tous les deux jours dans l'autre atelier, sans parler des tracasseries et sanctions qui pleuvent à répétition pour rien, comme quitter son poste 5 minutes avant l'heure de

la débauche par exemple.

À peine le tract distribué, la direction a convoqué tous les travailleurs – trois quarts d'heures avant la débauche ! – pour les sermonner et tenter de les dissuader de faire grève le lendemain.

En vain : des dizaines de travailleurs se sont rassemblés à la porte mardi 3 octobre, à l'heure où les

officiels étaient attendus. Il en manquait cependant, car la direction avait décommandé préfet et élus, craignant à juste titre que la présence d'un piquet de grève détonne un peu par rapport à son discours d'auto-félicitation sur la « nouvelle usine » à l'honneur.

Il n'y avait donc que les cadres et quelques journalistes pour applaudir à

son discours sous l'imposant barnum édifié pour la circonstance. Les dizaines de grévistes étaient fiers de s'être fait entendre et respecter. Évidemment, ce n'était pas au programme prévu par la direction, mais les ateliers n'ont pas produit grand-chose ce jour-là, et les camions sont restés à la porte.

Correspondant LO

Saint-Doulchard : les attaques ne passent pas

En début d'année, la direction de Michelin à Saint-Doulchard, près de Bourges, mettait en place le travail en deux fois 12 heures, au lieu de deux fois 10 heures pour les équipes de week-end.

Elle modifiait en même temps le contrat de travail pour les travailleurs qui étaient en 3 fois 8 heures, ce qui avait pour résultat d'augmenter de trois jours le temps de travail annuel et aussi de

supprimer deux jours de congés payés.

À cela s'ajoutait une perte de salaire de 240 euros net par an, et beaucoup plus pour les équipes de week-end.

Fin septembre, la direction a annoncé dans l'atelier Avion-neuf ainsi que dans deux autres secteurs que les 1^{er} et 11 novembre seraient obligatoirement travaillés. D'ici la fin de l'année, elle prévoit également de bloquer quatre

jours de congés à mettre sur un compte épargne-temps individuel ou à se faire payer en heures supplémentaires, mais seulement en janvier. Et pour ceux qui auront été malades ou fait grève dans l'année, il n'y aura pas d'heures supplémentaires payées !

Un sentiment de colère et de dégoût s'est propagé dans les ateliers. Des assemblées générales se sont tenues dans toutes

les équipes à l'appel des syndicats CGT, SUD, FO et CFTC. Elles ont regroupé 120 travailleurs qui ont décidé qu'une délégation monterait à la direction pour refuser ces nouvelles attaques. Ce qui a été fait.

Ces assemblées ont également voté un appel à débrayer ou à faire grève les 1^{er} et 11 novembre, ainsi qu'à participer à la manifestation du 10 octobre.

Correspondant LO

Renault – Flins : une grève peut changer bien des choses

Mercredi 4 octobre, excédés, la plupart des travailleurs de l'équipe du matin du secteur LA de l'usine Renault de Flins se sont mis en grève. C'est un atelier d'une soixantaine de travailleurs sur trois équipes où sont fabriquées les pièces de rechange pour les véhicules accidentés et des pièces comme les carter de batterie pour la voiture électrique. Il fournit des pièces pour plusieurs usines.

Depuis des années, la direction n'y fait aucun investissement pour améliorer les conditions de travail ou les machines. L'atelier est très sale et désuet, on se croirait dans une usine des années 1950. Des travailleurs avaient signalé les problèmes à de nombreuses reprises, mais la direction s'en moquait. Ainsi le produit chimique des bains de la cataphorèse coulait parfois sur les vêtements, puis sur la peau des travailleurs qui sortaient les pièces, alors que l'emballage de ce produit indique qu'il est fortement toxique. Les émanations de fumées n'étaient pas aspirées. Il y a eu cinq départs d'incendie sur une vieille machine dont le remplacement, prévu l'été dernier, a

été ajourné une fois de plus. Plusieurs autres machines, hors normes de sécurité, pouvaient être ouvertes en fonctionnement, etc.

Les cadres ont refusé de recevoir les travailleurs en grève, car ils étaient préoccupés par une panne en peinture. Le lendemain, 5 octobre, les grévistes ont utilisé cette fois leur droit de retrait en listant... 19 problèmes de sécurité inacceptables ! Et, à la surprise de la direction, ceux qui avaient cessé le travail

le matin ont été rejoints par tous les travailleurs en CDI de l'équipe d'après-midi, et même ensuite par quelques travailleurs de nuit.

C'est seulement là, la production de l'atelier étant interrompue, que la direction a pris les choses au sérieux. On a vu la différence ! Dès le début de l'après-midi, la direction a fait faire des travaux et apporter des matériels pour remédier aux problèmes : machine à aspirer les fumées mobiles, tapis aspirant, signalisation

des extincteurs... Certains travailleurs n'en croyaient pas leurs yeux. La direction locale était en fait paniquée à l'idée d'arrêter plusieurs usines.

Pour faire reprendre le travail, elle a réuni le CHSCT à 6 heures du matin pour annoncer qu'elle réglerait tous les problèmes signalés. Chose inédite, la réunion s'est tenue en présence des travailleurs concernés et la direction leur a même demandé un délai pour

faire le nécessaire. Les travailleurs mobilisés ont accepté, tout en précisant qu'ils ne lui faisaient pas confiance et que, pour maintenir la pression, ils donnaient rendez-vous le 17 octobre afin de faire le point.

Une mobilisation collective peut changer les choses, très vite, à commencer par l'attitude des responsables, et ne serait-ce qu'à l'échelle d'un petit secteur.

Correspondant LO

Geodis-Calberson : concertation à la sauce patronale

Le 4 octobre, un rassemblement devant l'entreprise Geodis Calberson à Gennevilliers a regroupé environ 150 personnes. En effet trois délégués de la CGT étaient convoqués à des entretiens préalables pouvant aller jusqu'au licenciement les 2, 3 et 4 octobre.

Qu'avaient-ils fait de si répréhensible ? Ils avaient organisé le 7 septembre dernier à midi une distribution de tracts contre les ordonnances Macron, appelant à la manifestation organisée à Paris le 12 septembre. Le fait que le syndicat tente ainsi de

s'adresser à tous, y compris aux cadres qui venaient au restaurant d'entreprise, a déplu à la direction qui n'a pas hésité à faire venir un huissier.

Ces gens-là pensent que, s'il n'y avait plus de syndicats, la discussion avec les salariés serait facilitée. Ainsi, ils n'ont pas attendu les ordonnances Macron pour instaurer la précarité, faisant en sorte qu'il y ait sur le quai 120 intérimaires pour une soixantaine de salariés en CDI de Calberson. En même temps, les conditions de travail se dégradent pour tous.

Heureusement, la réaction a été unanime. La direction avait annoncé qu'elle donnerait sa réponse dans les 48 heures,

mais n'avait encore rien dit. Tous les salariés attendent la suite de pied ferme.

Correspondant LO



Le rassemblement du 4 octobre devant Calberson.

Hôpital de Plérin : coup de colère



Les salariés de l'hôpital brandissant des baguettes.

Mardi 3 octobre, plus de la moitié du personnel du nouvel hôpital de Plérin, près de Saint-Brieuc, a débrayé pour protester contre l'augmentation de salaire ridicule proposée par la direction de l'établissement.

Celle-ci a eu le culot de proposer 0,1 % soit, pour un salaire de 1 200 euros, l'équivalent du prix d'une baguette tradition, comme l'ont fait remarquer les salariés en colère. Le directeur « comprend bien que cela est mal vécu », mais prend prétexte de la baisse des tarifs de remboursement pour s'en tenir là, alors qu'il est de notoriété publique que cet établissement connaît une hausse importante de son activité.

Cet hôpital, qui a ouvert en janvier 2016, produit de la fusion de quatre cliniques privées de Saint-Brieuc, se targue d'ailleurs d'être ultramoderne et à la pointe de la technologie pour différents soins. Mais, sur le plan des salaires et des conditions de travail, c'est plutôt le Moyen Âge. D'ailleurs, pour la majorité du personnel qui travaillait dans les anciennes cliniques, il n'y a pas eu d'augmentation de salaire depuis 2014.

Gageons que cette première action collective portera ses fruits. Les grévistes ont prévenu la direction : si elle continue à proposer des miettes, ce sera la grève.

Correspondant LO

Hôpital Henry-Gabrielle – Lyon : les affaires avant la santé

Depuis des années, la politique des différents gouvernements consiste à fermer les petits établissements hospitaliers jugés insuffisamment rentables.

C'est aussi l'occasion, pour les Hospices civils de Lyon (HCL), de vendre des terrains et des bâtiments très bien situés pour des opérations immobilières profitables, comme la transformation en pôle hôtelier ou commercial de luxe. Ces ventes contribuent également au remboursement d'une partie de la dette, contractée auprès des banques, qui s'élève pour les HCL à plus de 800 millions.

Après d'autres établissements faisant partie des HCL, l'hôpital Henry-Gabrielle devrait fermer d'ici 2021. Cet hôpital est entièrement consacré à la rééducation de malades lourdement handicapés. Situé en périphérie de Lyon, il possède un immense parc très apprécié des patients et de leurs familles et qui fait partie intégrante de la rééducation, d'autant

plus que l'hospitalisation peut durer plusieurs années pour certains patients polyhandicapés.

Depuis un an, à l'initiative de la CGT, un comité de défense de patients se bat pour maintenir son implantation sur le site existant, avec comme porte-parole une jeune femme en fauteuil. Vendredi 6 octobre, il organisait un pique-nique pour fêter un an d'existence. Manifestation qui n'a pas eu l'heur de plaire à la direction, qui a fait pression sur le personnel et les patients pour qu'ils n'y participent pas, ce qui n'a pas empêché certains d'entre eux d'y assister quand même.

Pendant une année, ce comité s'est adressé à la population de la Métropole de Lyon. Il a aussi interpellé tous les politiques, en particulier Gérard Collomb, alors maire de Lyon et

président du conseil de surveillance des HCL. Celui-ci a toujours soutenu le projet de fermeture et de transfert d'Henry-Gabrielle vers un autre établissement, complètement sourd aux arguments des malades handicapés.

Un représentant de la fédération CGT santé était présent pour soutenir la lutte du comité, souhaitant organiser la lutte avec d'autres hôpitaux menacés de fermeture et de transfert. Ainsi, celui de Garches en région parisienne s'occupe lui aussi de la rééducation d'adultes, mais aussi d'enfants polyhandicapés, dans un cadre équivalent à celui de Lyon. La secrétaire CGT de cet établissement avait fait aussi le déplacement.

Le démantèlement des hôpitaux, qui se poursuit depuis des années, est mené au bénéfice du monde des affaires et au détriment des intérêts des patients comme des soignants. Il faut le combattre et le stopper.

Correspondant LO



Le pique-nique du comité de défense des patients.

Employés du RSI : les chefs fêtent la fermeture

Le RSI doit disparaître au 1^{er} janvier 2018. À moins de trois mois de la fin programmée, par le gouvernement, de ce régime de Sécurité sociale des chefs d'entreprise indépendants, autoentrepreneurs, artisans, commerçants, professions libérales, les employés du RSI ont appris avec stupeur et indignation que près de 160 cadres de direction étaient conviés en séminaire les 10 et 11 octobre dans un hôtel de luxe de la région parisienne à plus de 150 euros la nuit, le Paxton, « séjours romantiques, spas et bien-être ».

Au programme de ces deux jours de séminaire, le summum était : « Réussir ensemble la transformation du RSI », avec les propos enregistrés d'Agnès Buzyn, ministre des Solidarités et de la Santé, et les bavardages en table ronde d'un nombre important de directeurs des organismes de protection sociale récemment nommés par le nouveau gouvernement.

Pour se reposer entre ces deux journées, les futurs ex-cadres de direction

du RSI devaient participer à un dîner de gala et à une soirée animée au château de Ferrières. Sur Internet, certains clients signalent qu'à plus de 170 euros le repas par personne, le vin n'y est pas toujours servi à la bonne température. Peu importe, ce n'est pas eux mais le RSI qui va régler la facture.

À côté de cela, la majorité des 5 300 salariés du RSI sont dans l'expectative quant au sort qui leur est réservé. Le gouvernement

a assuré vaguement qu'ils devraient être reversés au sein du régime général, sans qu'on sache qui, où ni comment.

La lettre que le ministère a envoyée à chacun d'entre eux ne risque pas de les tranquilliser. Il y est question d'« éviter les licenciements et la mobilité géographique imposée ». Comme garantie de reclassement, il y a mieux. Surtout de la part d'un gouvernement qui a reçu mission du patronat de tailler dans

les dépenses qui ne lui rapportent pas directement.

Les banques, elles, ne s'y sont pas trompées : craignant un risque d'insolvabilité, elles leur refusent prudemment des prêts (immobilier, voiture).

En attendant, le travail continue. Ce n'était déjà pas facile, à présent c'est encore plus pénible lorsqu'on est en première ligne face à des assurés dont l'inquiétude et le mécontentement augmentent.

Nul doute que les agents de direction, dont certains n'ont pas été vus dans les services depuis plusieurs mois, aient déjà leur valise de départ garantie. Il est question qu'ils perçoivent au moins de 6 000 à 10 000 euros pour services rendus, plus une prime du

même montant. Bien servis, comme à la création du RSI en 2006, lorsque 49 agents de direction sont partis avec 5,8 millions d'euros. On comprend qu'ils fassent la fête.

Les dysfonctionnements du RSI, dont ces directeurs étaient responsables, ont bien aidé le gouvernement à décider de sa disparition. Le 10 octobre les salariés du RSI, bien que relevant du secteur privé, avaient toutes les raisons de rejoindre la grève appelée par les syndicats de la fonction publique pour obtenir de ne pas être licenciés, ni contraints à la mobilité géographique forcée et pour que leur salaire soit maintenu.

Correspondant LO

Vers l'insurrection d'Octobre

Début octobre 1917, le gouvernement de Kerenski, soutenu par les conciliateurs mencheviks et socialistes-révolutionnaires (SR), se révèle impuissant. Son autorité se désagrège, tandis que la lutte entre la bourgeoisie et le prolétariat pour le pouvoir se dirige vers l'affrontement armé. John Reed, journaliste américain alors présent à Petrograd, a décrit dans *Les dix jours qui ébranlèrent le monde* l'insurrection elle-même, mais aussi la situation à la veille d'Octobre :

« Le gouvernement, déchiré entre les groupements démocratiques et réactionnaires, ne pouvait rien faire; lorsqu'il était forcé d'agir, c'était toujours pour défendre les intérêts des classes possédantes. Il envoyait les cosaques rétablir l'ordre chez les paysans, briser les grèves. À Tachkent, les autorités décidèrent la dissolution du soviét. À Petrograd, au Conseil économique créé pour ranimer l'économie ravagée du pays, les forces opposées du capital et du travail aboutirent à une impasse; Kerenski supprima le conseil. Les militaires de l'ancien régime, soutenus par les cadets, exigeaient l'adoption de mesures sévères pour restaurer la discipline dans les forces terrestres et navales. (...)»

Sous prétexte que Petrograd était en danger, le gouvernement provisoire dressa des plans pour l'évacuation de la capitale. Les grandes usines de munitions devaient partir les premières pour être

éparpillées à travers la Russie; puis le gouvernement lui-même allait se transporter à Moscou. Aussitôt les bolcheviks déclarèrent que le gouvernement abandonnait la capitale rouge afin d'affaiblir la révolution. » La presse bourgeoise exultait: « Rodzianko, chef de l'aile droite des cadets, affirma dans le *Outro Rossii* (*Le matin de la Russie*) que la prise de Petrograd par les Allemands serait une bénédiction, parce qu'elle permettrait de détruire les soviets et de se débarrasser de la flotte révolutionnaire de la Baltique. »

Les mencheviks et les SR appelaient le gouvernement à empêcher l'ouverture du congrès panrusse des soviets, convoqué pour le 20 octobre et qui allait être finalement reporté au 25. De toute évidence, les conciliateurs allaient y être écartés et les bolcheviks obtenir la majorité. Du côté des travailleurs, des soldats et des paysans, la volonté d'en découdre avec la bourgeoisie n'avait

jamais été aussi forte. John Reed voyait les délégués nouvellement élus arrivant à Petrograd pour le congrès: « De grands soldats barbus, des travailleurs en chemise noire, quelques paysans à la longue chevelure. La jeune fille qui les recevait (...) souriait avec mépris. "Ils sont très différents des délégués au premier congrès, observa-t-elle. Voyez comme ils ont l'air ignare et grossier! Des gens incultes!" C'était vrai: la Russie avait été remuée jusque dans ses profondeurs et à présent c'était le fond qui remontait à la surface. »

Lénine pressa alors le Parti bolchevique de déclencher l'insurrection sans attendre le congrès et écrivit: « La révolution est perdue si le gouvernement de Kerenski n'est pas renversé par les prolétaires et les soldats très prochainement... Il faut mobiliser toutes les forces pour inculquer aux ouvriers et aux soldats l'idée de l'absolue nécessité d'une lutte



Des ouvriers mobilisés dans une usine.

désespérée, dernière, décisive, pour le renversement du gouvernement de Kerenski. » Après deux jours de discussion acharnée, les 9 et 10 octobre, la direction du Parti bolchevique vota par dix voix contre deux le déclenchement de l'insurrection dans les jours suivants.

Elle adopta la résolution suivante rédigée par Lénine: « Le comité central reconnaît que la situation internationale de la révolution russe (mutinerie de la flotte en Allemagne, manifestation extrême de la croissance de la révolution socialiste mondiale dans toute l'Europe; et, par ailleurs, menace de voir la paix impérialiste étouffer la révolution en Russie), de même que la situation militaire (décision indubitable de la bourgeoisie russe et de Kerenski et consorts, de

livrer Petrograd aux Allemands), – de même que l'obtention par le parti prolétarien de la majorité aux soviets, – tout cela, lié au soulèvement paysan et au changement d'attitude du peuple qui fait confiance à notre parti (élections de Moscou) et enfin la préparation manifeste d'une nouvelle aventure Kornilov (retrait des troupes de Petrograd, transfert des cosaques à Petrograd, encerclement de Minsk par les cosaques, etc.) – tout cela met l'insurrection armée à l'ordre du jour. Considérant donc que l'insurrection armée est inévitable et tout à fait mûre, le comité central propose à toutes les organisations du parti de déterminer leur attitude en fonction de cet état de choses, d'examiner et de résoudre de ce point de vue toutes les questions pratiques. »

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron – 6, rue Florian 93500 Pantin – Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 – Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. – Tirage: 12 000 exemplaires. Impression: La Galiote Prenant, 70 à 82 rue Auber, 94400 Vitry-sur-Seine – Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 – ISSN 0024-7650 – Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) – Dépôt légal octobre 2017.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte Ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte Ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an. Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, merci de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de :

Association de financement du parti Lutte Ouvrière,
En les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante :
LUTTE OUVRIÈRE
BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX.
Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. L'association de financement du parti Lutte Ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».

Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe
Nom Prénom
Adresse
Code Postal Ville
Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris
à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Pour les malvoyants
www.lutte-ouvriere-audio.org

Europe : expulsions scandaleuses

Début octobre, la Cimade, une association d'aide aux étrangers, et Amnesty International publiaient un rapport intitulé « Retour forcé vers l'insécurité » et demandaient aux gouvernements français et européens de suspendre les expulsions d'Afghans vers leur pays d'origine.

En effet les expulsions d'Afghans déboutés du droit d'asile par des pays européens ont triplé entre 2015 et 2016, alors qu'en Afghanistan la violence contre des civils s'aggravait. Le 31 mai dernier, un attentat à Kaboul, le plus meurtrier depuis 2001, a fait plus de 150 morts. Mais c'est tous les jours qu'il y a des attentats, des civils enlevés, torturés ou assassinés. Cela n'empêche pas les pays européens de prétendre, contre toute réalité, qu'il existe des villes ou des régions sûres en Afghanistan, dont Kaboul ferait selon eux partie, afin de

justifier leur refus d'accorder l'asile à de nombreux Afghans.

Certains Afghans expulsés sont des Hazaras, une minorité persécutée dans ce pays, que les autorités européennes renvoient, en connaissance de cause. D'autres sont des mineurs ou des jeunes majeurs arrivés en Europe lorsqu'ils étaient mineurs. Beaucoup n'ont plus d'attache en Afghanistan qu'ils ont quitté depuis plusieurs années.

Cette multiplication des expulsions correspond à un accord, imposé au gouvernement afghan par l'Union européenne en

octobre 2016, qui prévoyait le retour de 80 000 Afghans déboutés du droit d'asile, en échange de quoi Kaboul devrait recevoir 5 milliards d'euros d'ici à 2020. Un ministre afghan avait alors déclaré à propos de cet accord : « C'est une coupe de poison que nous devons boire. »

Les dirigeants européens, et le gouvernement français le premier, sont bien conscients de la situation dramatique vers laquelle ils renvoient hommes, femmes et enfants qui cherchaient à y échapper. D'autant plus que les gouvernements sont largement responsables, par leur politique économique et leurs interventions, du chaos dans lequel s'enfoncent des régions entières de la planète.

Hélène Comte



Manifester contre l'expulsion des Afghans à l'aéroport de Munich.

États-Unis : le patriotisme rémunéré

Le texte ci-dessous est adapté d'un article paru dans le journal trotskyste américain *The Spark* (2 octobre).

Vendredi 22 septembre, Trump avait appelé les propriétaires d'équipes de la NFL, la Ligue nationale de football (américain), à « virer » tout joueur mettant genou à terre pendant la diffusion de l'hymne américain, avant le match.

Trump avait aussi traité de « fils de p... » le joueur de San Francisco Colin Kaepernick, parce qu'il y a un an celui-ci avait protesté ainsi contre les meurtres de Noirs par des policiers que la justice n'inquiète même pas. À la suite de la sortie de Trump, des dizaines de joueurs, des joueurs noirs en particulier, au sein de la NFL et d'autres ligues professionnelles, ont refusé de se tenir debout pendant l'hymne national. Ils ont été violemment critiqués de toute part. La Ligue de basket-ball, la NBA, a indiqué qu'elle sanctionnerait les joueurs qui mettraient genou à terre. Dimanche 8 octobre, le vice-président Mike Pence a ostensiblement quitté une rencontre à Indianapolis, après qu'une douzaine de joueurs s'étaient agenouillés pendant l'hymne.

Ces vertus outragées prétendent que les joueurs manquent ainsi de respect à une tradition ancestrale.

Or, comme l'a rappelé un commentateur sportif, jusqu'en 2009 aucun joueur de la NFL ne se mettait au garde-à-vous pendant l'hymne national, parce que les joueurs restaient dans les vestiaires pendant cette diffusion. On les a fait entrer sur le terrain pendant l'hymne dans le cadre d'une stratégie de marketing : le département de la Défense paie la NFL pour cette présence, dont l'objet est d'exalter le patriotisme et donc le militarisme auprès des jeunes Américains.

En 2015, un rapport des sénateurs républicains John McCain et Jeff Flake avait critiqué l'usage de l'argent du contribuable pour cette forme de patriotisme rémunéré. Le ministre de la Défense aurait ainsi versé, pour ces gestes patriotiques, 12 millions de dollars à la NFL entre 2011 et 2015, ainsi que 53 millions entre 2012 et 2015 aux joueurs professionnels de plusieurs autres ligues.

Autrement dit, on accuse les joueurs de la NFL de manquer de respect à quelque chose qui n'est rien d'autre qu'un effort dispendieux visant à enrôler des jeunes dans l'effort de guerre américain.

The Spark

Bitcoin : monnaie virtuelle, danger réel

Depuis 2009, un réseau d'utilisateurs d'Internet a mis sur pied une monnaie particulière, dite bitcoin, utilisée pour échanger biens et services sans passer par les banques ni les États.

Cette monnaie virtuelle ne permet absolument pas d'acheter sa baguette mais a pourtant rencontré un certain succès. Il y a sur la planète suffisamment d'obsédés du monde virtuel et du profit pour engendrer un marché du bitcoin. Cette monnaie informatique s'est particulièrement développée en Chine, où elle a permis de contourner la législation sur les mouvements de capitaux.

Le phénomène s'est étendu jusqu'à représenter, virtuellement, 75 milliards de dollars d'en-cours et à entraîner la création d'autres monnaies virtuelles. Le total est infime par rapport à la circulation générale de monnaie, mais devient suffisant pour commencer à intéresser des capitalistes. La FNAC, qui se veut à la pointe de la technologie, envisagerait de proposer quelques paiements en bitcoins. À

Dubaï, paradis des spéculateurs, on peut déjà acheter un appartement en bitcoins. Tout cela n'est cependant que rumeur de sansonnet, car arrive désormais l'étape suivante, l'entrée des grandes banques sur ce marché.

Goldman Sachs, la plus puissante des banques d'affaires, responsable et bénéficiaire de la crise des subprimes et de tant d'autres vols manifestes, serait prête à se lancer dans l'affaire. Mais Jamie Dimon, président de la banque concurrente et tout aussi prédatrice JP Morgan Chase, prévient : « On ne peut avoir un système où des gens créent une monnaie avec du vent et penser que les gens qui l'achètent sont vraiment malins. » Et de conclure que le bitcoin est une fumisterie qui ne manquera pas d'exploser, ruinant les gogos qui se seront laissés entraîner.

C'est bien en effet ce qui risque de se passer. Le bitcoin est encore plus du vent que le bulbe de tulipe, objet de la première spéculation de l'histoire, à Amsterdam en 1637, et l'est autant que les prêts hypothécaires à risque, objets de la dernière, aux États-Unis en 2008. Tant que l'effet d'entraînement, l'appât du gain, l'entrée sur le marché de spéculateurs toujours

plus nombreux apportant des capitaux frais fera monter le cours du bitcoin, tout ira bien. Jusqu'au jour où la confiance s'effondrera, où chacun exigera d'être payé en dollars américain et où les détenteurs de bitcoins dévalorisés, incapables d'honorer leurs dettes, seront en faillite. Les grandes banques, elles, après avoir empoché leurs commissions, seront épargnées.

La bourgeoisie n'a rien appris de l'histoire de la Bourse et de la spéculation depuis le 17^e siècle. Le progrès technique, loin de mettre un frein à son avidité, la décuple, quitte à mettre en danger l'économie mondiale pour quelques dollars de plus. La seule chose étonnante est que Morgan Chase refuse d'en être, pour l'instant...

Paul Galois

1917-2017, la Révolution russe

Pour changer le monde, les travailleurs au pouvoir

Meeting

Vendredi 20 octobre à 20h30

avec Nathalie Arthaud

et la participation d'Arlette Laguiller

Palais de la Mutualité — 24, rue Saint-Victor — Paris 5^e

Métro : Maubert-Mutualité

Entrée libre

Le meeting sera retransmis en direct sur le site de Lutte ouvrière : www.lutte-ouvriere.org